



Journalistes d'action, Femmes de cœur

Tél.: 677 62 58 62/699 63 64 20 • Décembre 2018 • N° 006

Edition offerte

par l'



Mag

Instituts privés d'enseignement supérieur

Le saut qualitatif



Lucien Siantou



Francis Yong



J.M.T. Ningouloubel



Paul Fokam



- Des investissements impressionnants
- Des promoteurs dévoués
- Une excellence académique réelle

Câble sous-marin Cameroun-B Brésil



CAMTEL did it...

SAIL | **SOUTH
ATLANTIC
INTER
LINK**

www.camtel.cm

...for Africa and the world



Il y'a du bon !

Par Jeanine Fankam *

Après "Femmes et médias, le pluriel d'un combat passionnant", "Le 08 mars autrement", "Les mères et les mairies", "Femmes et entrepreneuriat, le leadership prend" et plus récemment

"Le Code pénal, quelle protection pour les femmes et les enfants", des thématiques mettant la femme en évidence, nous nous sommes demandé : « Le sujet sur les Instituts privés d'enseignement supérieur (IPES) pourrait-il être perçu comme un cheveu dans la soupe ? » La réponse est non. Trois fois non !

D'abord parce que les femmes, même si elles ne le clament pas suffisamment fort, sont des

actrices de premier plan dans le rayonnement des IPES. Dans ces établissements, on les trouve dans le pilotage marketing, l'administration et les finances, le corps enseignant, les effectifs d'étudiants, le palmarès des meilleurs apprenants, etc. Elles sont des vedettes silencieuses qui jouent bien leur partition dans le développement de ces établissements.

Les femmes sont aussi les parents de ces milliers d'étudiants qui y fréquentent. Si certains se sont parfois distingués, c'est bien souvent parce qu'en arrière-plan, une femme a transpiré à grosses gouttes pour pourvoir aux besoins de ses enfants sur les plans didactique, affectif, financier, etc. La place et le rôle de la femme dans la formation morale de l'enfant et son éducation ne se démontrent plus : son avis, toujours éclairé, pèse d'or dans le processus de sélection de l'établissement et de la filière. Intuitives et rationnelles à la fois, les femmes sont plus alertes sur les opportunités à saisir.

N'oublions pas, la problématique de l'éducation est en première ligne des Objectifs de développement durable définis par l'ONU. C'est aussi une préoccupation pour tous les gouvernements. Au Cameroun, selon les statistiques de l'INS (Institut national de la statistique), sur les seuls cinq dernières années, la population scolarisée s'est accrue en moyenne de 15% aussi bien dans le primaire, le se-

condaire que le supérieur. Les effectifs des élèves et étudiants sont passés fin 2014 à 4,13 millions dans le primaire, 2,8 millions dans le secondaire et 250 000 dans le supérieur. Les IPES absorbent 20% de cette population estudiantine.

Il sera question, de présenter sous différents angles, l'apport des promoteurs privés dans l'Enseignement supérieur au Cameroun. Il est surtout question de montrer que plusieurs de ces établissements ont fait le saut qualitatif. En les présentant, nous aidons les parents à comprendre qu'il y a de la qualité dans la multitude. Les IPES, on le sait, ont pour mission-phare, de proposer les formations professionnelles diplômantes adaptées aux besoins du marché. Certains des 240 IPES autorisés à fonctionner se distinguent par l'importance des investissements réalisés et la diversité dans l'offre de formation. Leurs diplômés ont la cote sur le marché de l'emploi.

Le magazine présente des clichés du succès pour permettre au public d'apprécier les efforts du secteur privé dans la promotion de l'excellence académique et la professionnalisation des enseignements. Ne pouvant pas parler de 240 établissements dans cet espace, nous avons opté pour certains d'entre eux que nous avons choisis en fonction de critères spécifiques, comme la qualité ou l'ancienneté. Pour la sélection des échantillons dont nous parlons ici, nous avons travaillé en collaboration avec la Cellule de Communication du ministère de l'Enseignement supérieur. Qu'on se comprenne bien, si les établissements sélectionnés figurent parmi les meilleurs, il est important de souligner que nous ne nous sommes pas enfermées dans l'ordre de mérite. Nous n'avons pas pu réaliser des reportages dans quelques établissements sélectionnés, parfois à cause des perturbations de calendrier ou curieusement du fait du laxisme des responsables. Nous avons aussi jeté un regard furtif sur quelques offres de formations universitaires à caractère régional existant au Cameroun. L'OAPI fait partie de cette catégorie.

Notre fibre maternelle nous fait croire que la présente édition aidera les parents à résoudre une équation souvent difficile. C'est d'ailleurs notre but principal.

**Journaliste à Cameroon Tribune ,
Présidente nationale de JAFEC.*



Lom Pangar

au coeur du système énergétique du Cameroun



170 MW
de puissance
garantie aux
barrages de
Songloulou
et Edea

**Depuis
Décembre 2016**

La réduction
significative des
délestages grâce à
la régularisation du
débit de la Sanaga.

Lom Pangar:
Atout majeur
pour la
valorisation
du potentiel
de la Sanaga.



**ELECTRICITY
DEVELOPMENT
CORPORATION**

L'énergie à moindre coût

B.P. 15111 Yaoundé - Cameroun
Tél: +(237) 222 23 19 30 Fax: +(237) 222 23 11 13
E-mail : infos@edc-cameroon.org Site web : www.edc-cameroon.org

L'ailleurs se trouve ici !

Des instituts privés d'enseignement supérieur installés au Cameroun ont produit des diplômés qui se distinguent sur le marché de l'emploi.

Les résultats du baccalauréat sont connus depuis le mois de juillet au Cameroun. Passé le moment d'euphorie des lauréats. L'heure est à la résolution d'une équation à plusieurs inconnues. Cette équation s'impose à tous les récipiendaires. What next ? Tel est le casse-tête actuel. L'après-bac est devenu un moment de stress dans les familles. Les parents perdent le sommeil. Un mauvais calcul sur l'option à prendre peut assombrir les horizons. Partir ? C'est souvent la première intention. Mais où ? Les voies ici sont si souvent étroites, avec des issues plus ou moins incertaines. Le risque de se faire spolier par des opportunistes toujours aux aguets est grand. Rester ? Là encore, les bacheliers se retrouvent à la croisée des chemins de huit universités d'Etat et de 240 instituts privés d'enseignement supérieur autorisés à fonctionner au Cameroun. Parfois, des drames surviennent, dus à une illusion démesurée, à une orientation mal pensée ou à une interminable tergiversation.

Il y a trois ans, une jeune fille de 17 ans a réussi son examen parmi les meilleurs lauréats du baccalauréat, série C. Les parents, desinant l'avenir en rose, avaient leur petit plan: faire partir l'enfant dans une université occidentale. En fait, la jeune fille avait le profil et le potentiel intellectuel. Elle avait même la faveur du critère genre. Sauf que la sélection des candidats par les universités françaises, américaines, canadiennes, italiennes et consorts n'est jamais un acquis. Les espoirs de cette brillante bachelière n'ont pas prospéré. Les parents n'avaient pas envisagé le plan B. Ne voulant pas des universités camerounaises, ils ont encore misé sur d'autres opportunités étrangères: même infortune. Au finish, l'enfant passe deux ans à la maison dans un rêve... chimérique qui a d'ailleurs entraîné une importante saignée financière entre cours de langue et fourvoiements divers... D'autres cas aussi pathétiques existent.

Non ! Ce n'est pas la fatalité quand, après le baccalauréat, on n'a pas obtenu un concours d'entrée dans une grande école ou décrocher une inscription dans une école occidentale. Oui, l'ailleurs se trouve déjà ici. En termes de qualité de l'enseignement, des investissements, des infrastructures, de la compétitivité des étudiants formés, plusieurs établissements d'enseignement supérieur au Cameroun n'ont rien à envier à d'autres installés à l'étranger. Certes, l'assainissement et la bonne régulation demeurent des impératifs dans le secteur. Mais, on assiste à « l'émergence d'une offre privée dynamique et pertinente de l'enseignement supérieur au Cameroun qui draine actuellement 20% de l'effectif de l'ensemble des étudiants », dicit Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur le 13 avril 2018 à l'occasion de la cérémonie de publication d'un rapport d'évaluation sur les IPES. Tous sont sous la tutelle des universités d'Etat et les meilleurs ont des partenariats solides avec de bonnes universités occidentales.

Non ! Ce n'est pas la fatalité quand, après le baccalauréat, on n'a pas obtenu un concours d'entrée dans une grande école ou décrocher une inscription dans une école occidentale. Oui, l'ailleurs se trouve déjà ici. En termes de qualité de l'enseignement,



des investissements, des infrastructures, de la compétitivité des étudiants formés, plusieurs établissements d'enseignement supérieur au Cameroun n'ont rien à envier à d'autres installés à l'étranger. Certes, l'assainissement et la bonne régulation demeurent des impératifs dans le secteur. Mais, on assiste à « l'émergence d'une offre privée dynamique et pertinente de l'enseignement supérieur au Cameroun qui draine actuellement 20% de l'effectif de l'ensemble des étudiants », dicit Jacques Fame Ndongo, ministre de l'Enseignement supérieur le 13 avril 2018 à l'occasion de la cérémonie de publication d'un rapport d'évaluation sur les IPES. Tous sont sous la tutelle des universités d'Etat et les meilleurs ont des partenariats solides avec de bonnes universités occidentales.

Du groupe universitaire Siantou

est déjà sorti un ministre. Hassan Ben Sally, jusqu'à très récemment ministre de la Communication du Tchad est un de ses anciens étudiants en journalisme. Les ingénieurs de l'Institut universitaire de la Côte avaient présenté à Promote 2014, une voiture électrique sortie de leur laboratoire. L'actuel secrétaire d'Etat à la Défense chargé de la Gendarmerie nationale du Cameroun, Gallax Yves Landry Etoga est un pur produit de l'Université catholique d'Afrique centrale. Les diplômés de PKF Institute s'arrachent comme des petits pains sur le marché national et international. Nous voulons le faire savoir dans cette édition spéciale pour que l'équation "Où aller après le bac ?" cesse d'être une source de traumatisme après la joie du succès.

Jeanine FANKAM

Le classement des établissements est connu

Il a été rendu public le 10 août 2018 par le ministère de l'Enseignement supérieur sur la base des résultats de la session 2018.

Le classement des établissements ayant présenté des candidats aux examens nationaux de Brevet de technicien supérieur (BTS), de Higher National Diploma (HND), de Higher Professional Diploma (HPD) et de Diplôme supérieur d'études professionnelles (DSEP) session 2017-2018 a été rendu public par le ministre de l'Enseignement supérieur (Minesup). Selon le Pr. Jacques Fame Ndongo, la publication du document vise à rendre officielles les statistiques aux différents examens nationaux de l'année académique 2017-2018 et à inciter les responsables et promoteurs des instituts privés d'enseignement supérieur (Ipes) à améliorer leurs performances. Les établissements sont classés par groupe en fonction du nom-

bre de candidats présentés. Ainsi, le groupe I comprend les établissements ayant plus de 400 candidats. Ils sont huit et l'Institut universitaire de la Côte arrive en tête avec un taux de réussite de 78,34%. Suivi de l'Institut supérieur Matamfen affichant 77,71% comme taux de réussite. La troisième place est occupée par l'Institut Siantou supérieur qui a 75,00%. C'est l'Institut supérieur de l'entreprise et du management (ESEM) qui boucle ce classement avec 66,15%. Le deuxième groupe est constitué d'établissements ayant entre 50 et 400 candidats. Soient 32 Ipes. Avec un taux de réussite de 93,15%, l'Institut supérieur des sciences biologiques et appliquées (Issba) arrive en tête. Suivi de l'Institut Mony Keng avec 91,36% et de

l'Institut supérieur de Bafang avec 90,00%. L'Institut supérieur de Bafoussam ferme le tableau avec 57,48%.

Concernant le classement des établissements du Higher National Diploma (HND), le groupe I composé de structures avec plus de 400 candidats a juste deux établissements: National Polytechnic Bamenda qui a 85,09% et Esg (Institut universitaire du Golfe de Guinée) avec 65,15% de taux de réussite. Le second classement HND pour cette fois des instituts ayant entre 50 et 400 candidats a 27 établissements sur sa liste. Florence Nigtigale Higher Institute of Health and Biomedical sciences et Maflekumen Higher Institute of Health Sciences Buea arrivent en tête avec 100% de réussite. Tandis que l'Institut

universitaire du Golfe de Guinée (Ista) ferme la boucle avec un taux de réussite de 37,97%. Le classement des établissements ayant présenté le diplôme supérieur d'études professionnelles (DSEP) affiche 12 institutions. Pour l'ouvrir, l'institut des sciences appliquées à la santé, qui garde la première place comme en 2017. Avec cette fois-ci un taux de réussite de 92,00%. Seuls deux établissements ont présenté le Higher Professional Diploma (HPD). Il s'agit de: Higher Institute of Health and Biomedical Sciences 98, 94% et Higher Institute for Business, Management and Technology of Buea.

Carine TSIELE

Texte paru dans CT

PK Fokam : Institute of Excellence

L'université aux standards internationaux

Les étudiants commencent leurs études à Yaoundé et les terminent aux Etats-Unis ou en Chine.

Le postulant doit franchir trois étapes pour intégrer le PK Fokam Institute of Excellence. Cette école de formation supérieure du secteur privé au Cameroun ambitionne de porter valablement son titre d'excellence. Une fois lancé, le concours qui s'ouvre aux détenteurs du baccalauréat ou d'un diplôme équivalent s'articule en un triptyque : étude de dossiers – examen écrit – entretien oral. C'est après avoir bravé ces étapes, avec au moins 16/20 dans la matière principale et minimum 14/20 pour la matière optionnelle, que le candidat voit son nom figurer sur la liste de la centaine d'étudiants admis. L'administration se veut minutieuse. Elle exige les photocopies des bulletins de notes des classes de Seconde, Première et Terminale. Mais ce n'est pas tout. Cette étape aussi pointue sert seulement pour l'admission au semestre préparatoire. Car, il faudra passer l'examen de ce semestre préparatoire pour poursuivre les études au PKF Institute of Excellence et dans la foulée être admis au TOEFL (Test of English as a Foreign Language). Les cours au PKF sont essentiellement dispensés en anglais.

La filière Economie et Gestion et les filières Technologiques sont les deux principales que propose l'institution. Avec dans le viseur, des Master of Business Administration (MBA) en Computer Science, Information Technology, Electrical Engineering Technology, Telecommunications Engineering Technology, Mechanical Engineering, Civil Engineering. Du moule de PKF Institute, sortent des ingénieurs, managers et économistes.

C'est en 2010 que l'école, créée trois ans plus tôt, sort sa toute première cuvée de diplômés dans son campus de Yaoundé. « Il est important de souligner que nous sommes une université polytechnique. C'est ce qui explique notre orientation vers les filières d'ingénierie et de management, car ce sont là deux facteurs de création de richesse dans le monde moderne », précise Paul Fokam, promoteur de PKF Institute.

Depuis 2017, la filière Génie mécanique s'est ajoutée à cette offre de formation, en même temps qu'il est prévu l'ouverture du Génie civil. Toujours dans l'optique de diversifier son offre, un centre de formation, la Business Excellence Academy, est fonctionnel depuis 2013. Retenus sur étude de dossiers, des cadres des entreprises y ont droit à une sorte de remise à niveau. On y prépare également des jeunes à l'emploi sur des modules précis comme la Banque, la Gestion des risques, l'Audit et l'Assurance. Une somme de 2,5 millions de F est déboursée pour un module de six mois. Habité par un souci de restaurer la dignité africaine, Dr. Paul Fokam, promoteur de cette institution dit



vouloir soutenir le continent noir sur le chemin du progrès. « J'ai voulu relever le défi de créer un cadre de formation supérieur qui peut servir de modèle à beaucoup d'initiatives tant publiques que privées », déclare-t-il. Du coup, le nom de baptême de l'université n'est pas anodin. Le but étant de développer chez l'étudiant le « Winning Spirit ».

Au vu des conditions d'admission et du coût de la formation, (3 millions de F pour le cycle MBA), le PKF Institute semble sélectif. Cependant, les étudiants finissent leurs études à l'étranger, notamment à la North China University en Chine, à la Kennesaw State University, la State University of New York at Canton

aux Etats-Unis. C'est la spécificité de PKF. « Le programme, les modules de formation et le système d'évaluation sont arrêtés de commun accord avec nos partenaires. Ils assurent l'inscription de nos étudiants dans ces écoles et s'occupent également de leur trouver un logement », explique le Pr. Thomas Njiné, recteur de PKF Institute of Excellence. Autre chantier, fruit du partenariat Chine-PKF Institute, l'ouverture d'un Centre Confucius pour l'apprentissage de la langue chinoise. Un atout de poigne, à côté duquel se positionnent des enseignants aux profils rigoureux.

Pélagie Ng'onana

Emplois

100% d'insertion professionnelle

Selon les responsables, le PKF, depuis sa création, ne connaît pas de chômeur parmi ses anciens étudiants.

Une université d'expression anglaise en milieu francophone. C'est ainsi que la définissent, fièrement, ses responsables. Le PKF Institute of Excellence, qui accueille les étudiants de différentes nationalités africaines, exige à ses enseignants une maîtrise de la langue de Shakespeare. Condition sans laquelle il est impossible d'y être recruté à ce titre. L'institut lui-même donne le ton en offrant des cours d'anglais pour ceux qui en ont besoin. Pour éviter de s'emmurer dans un élitisme infertile, l'administration est flexible sur certains aspects, notamment l'admission des enseignants vacataires dont les moins gradés ont leur doctorat. Parmi la quarantaine d'enseignants chargés de dispenser les cours au PKF Institute, on compte également des étrangers, à l'instar du chef de département informatique qui vient des Philippines.

« Aucun diplômé de l'Institut n'est au chômage depuis la première cuvée de 2010 », se targue Simon Pierre Amboumbe, le directeur

des Affaires académiques. C'est aussi cette réputation qui fait courir, affirment quelques étudiants. Le partenariat entre le PKF Institute et les universités partenaires de Chine et des Etats Unis confère aux diplômés délivrés une renommée quasi universelle. A côté de ça, l'institution accompagne ses lauréats dans la recherche de leur premier emploi. « Nous avons des partenariats avec des entreprises publiques et privées, nous leur adressons, quand cela est nécessaire, des lettres de recommandation. De nombreuses entreprises nous font confiance et nous donnent des bourses pour étudiants brillants et démunis », souligne M. Amboumbe. Résultat : les diplômés de PKF Institute se recrutent dans de grosses sociétés installées au Cameroun et bien au-delà des frontières. L'exemple patent étant l'actuel directeur général de Afriland First Bank de la Guinée Equatoriale. Depuis 2011, les PKFOKAM Awards For Science sont nés avec pour objectif de décerner entre autres prix, celui du meilleur projet d'entreprise réalisable et de la meilleure recherche scientifique.

PN



Les infrastructures

Logé au quartier Emana à Yaoundé, le campus du PKF Institute of Excellence est dans un enclos sécurisé. Il compte, entre autres bâtisses, un amphithéâtre de 500 places. Dans le même immeuble, des salles de cours pour petits effectifs avec vidéo projecteur, accueillent au maximum 30 étudiants chacune. Les travaux pratiques ont leur territoire. Convenablement équipés, des laboratoires accueillent des étudiants selon leur spécialité. Notamment la physique, le génie informatique, le génie électrique et télécommunications et le génie mécanique. Tout aussi équipé, un laboratoire pour l'apprentissage des langues. La bibliothèque offre une grande salle de lecture, équipée d'ordinateurs.

Dans l'arrière-cour, s'étend un complexe sportif composé de terrains de football, de basket et de volleyball. « Nous accordons aussi une importance aux activités sportives. Des mini compétitions sont souvent organisées. Le PKF encourage par ailleurs la vie sociale, une association d'anciens élèves (Alumni Association) a été mise en place, souligne le Pr. Thomas Njine, recteur de PKF Institute of Excellence.

PN.



Mots-clés

Leadership et Stratégie

Il y a eu un jour l'idée de créer une grande école en Afrique avec pour ambition de produire 25 000 ingénieurs par an, dans diverses spécialités. L'idée était fondée sur le fait qu'avec un déficit criard de ces spécialistes, aucun développement n'était véritablement possible sur le continent. Le projet était soutenu par la Banque mondiale. Paul Fokam Kammogne se retrouvait dans le pool de personnalités consultées pour le brainstorming. Puis plus rien. Le projet est torpillé par ceux qui croient qu'il est trop beau pour l'Afrique. « Et pourtant, la promotion de l'excellence est une voie obligée, sinon l'Afrique va vers sa perdition », affirme l'auteur du livre « Et si l'Afrique se réveillait », dans une émission télévisée. Pour accompagner ce réveil, Paul Fokam Kammogne s'approprie l'idée sabordée, mais à une moindre échelle. D'où la création en 2007 de PKFokam Institute of Excellence (PKF).

Ici, le fondateur pense qu'il faut de prime abord corriger l'erreur de définition de la "pauvreté" attribuée à l'Afrique, « car la pauvreté est essentiellement intellectuelle et non autre chose. La pauvreté en Afrique est l'incapacité d'utiliser son génie pour se réaliser », croit-il. Son institut doit donc s'employer à enseigner comment vaincre la pauvreté. A cet effet, deux matières sont au programme et donnent des rudiments aux étudiants de PKF. Et le fondateur lui-même tient la craie dans ces deux disciplines : le leadership et la stratégie ; deux mots clés du succès vers l'idéal rêvé, d'après lui. Il enseigne ceci à ses étudiants : « Le leader est celui qui a une vision. Aucun décret ne peut le créer. Le leader se fabrique lui-même. Et il est possible de partir du bas de l'échelle vers ce leadership, à condition d'avoir une bonne vision et des stratégies conséquentes ».

En 10 ans d'existence, le Founding chairperson de PKF se réjouit que son Institut n'ait encore produit aucun chômeur. Ceci, selon lui, est dû à l'adaptation du programme aux exigences de la technologie du monde moderne. « Notre établissement est doté de laboratoires dont aucune autre université au Cameroun ne dispose. Bien plus, notre bibliothèque interconnectée est un véritable centre de recherche », se réjouit Paul Fokam Kammogne. Mais la marche vers l'excellence a encore du chemin tant qu'on n'aura pas convaincu les Africains à croire en eux. Et c'est la science et la technologie qui feront avancer le continent vers les cimes.

Jeanine FANKAM

Pôle de Référence au Coeur du Golfe de Guinée
Pole of Reference at the Heart of the Gulf of Guinea



A NEW IMPETUS UNE NOUVELLE DYNAMIQUE

- 📍 Centre des Affaires Maritimes Bonanjo
- ✉ BP : 4020 Douala - Cameroun
- 🌐 www.pad.cm
- ☎ Tél : (+237) 233 420 133
- ☎ Fax : (+237) 233 426 797 - 233 421 190
- 🌐 E-mail : pad@pad.cm



Université des Montagnes

Une diversité d'instituts et de filières

Les formations offertes vont bien au-delà de la médecine qui a bâti et conserve sa renommée.



« **V**oici comment on réalise une prothèse ». Entourée de cinq étudiants, le regard rivé sur le fantôme qu'elle tient entre ses mains, Emilie Menouga, prothésiste dentaire remplace une dent à un mannequin. Les étudiants de 4^e année chirurgie-dentaire sont concentrés. Salle A101 dans un autre bâtiment de l'université, le cours de biochimie bat son plein. L'ambiance est plus studieuse encore. « Nous sommes dans une sorte de stage bloqué et nous souhaitons en profiter au maximum », explique une étudiante. Voilà décrites, quelques tranches de vie au campus de l'Université des Montagnes (UdM), sise à Bangangté, une ville de la région de l'Ouest. Entre théorie et pratique, les étudiants sont dans les salles de classe ou dans les laboratoires. D'autres bouquinent à la bibliothèque. La cour de l'établissement, presque déserte, dévoile un paysage verdâtre et cinq bâtiments.

Certes, la réputation de l'UdM a toujours été bâtie autour de la formation en médecine. Mais il faut le dire, l'UdM, c'est trois établissements pour 19 filières de pointe. Le plus connu, l'Institut Supérieur des Sciences de la Santé (ISSS), forme en médecine humaine, pharmacie, chirurgie dentaire, agrovétérinaire et sciences médico-sanitaires. Le deuxième, l'Institut supérieur des Sciences et des Technologies (ISST) compte sept filières en cycle licence et quatre en cycle Master. L'informatique réseau et télécommunications y tient le haut du pavé, puis on retrouve l'ingénierie biomédicale, les mathématiques et l'informatique appliquées à la Finance, l'énergie renouvelable et le génie climatique, le génie civil, le génie mécanique, l'architecture et l'urbanisme etc... Le dernier établissement en date, l'Institut d'études africaines, des sciences sociales et de management (IEA/SSM) est un institut qui a jusqu'ici offert des enseignements transversaux de culture générale et de langues, visant à l'enracinement des étudiants dans les réalités culturelles et socio-économiques. « Les étudiants de cet institut sont considérés ici chez nous comme des ingé-

nieurs du patrimoine culturel », confie Eric Djomo, responsable de la communication à l'UdM.

Les cours sont dispensés par des enseignants chevronnés issus des quatre coins du monde. L'objectif d'après le Pr. Lazare Kaptué, président de l'institution, est de permettre aux étudiants de se distinguer sur le marché de l'emploi et d'être aussi compétitifs que leurs compatriotes formés en Occident. « Faire venir des enseignants de l'étranger coûte une fortune mais l'UdM ne lésine pas là-dessus, car la qualité de nos étudiants en dépend », confie-t-il. « Beaucoup d'universités, même publiques, n'arrivent pas à faire appel à l'expertise extérieure comme nous le faisons. Dans chaque domaine, nous faisons l'effort de choisir des gens qui ont fait leurs preuves à l'international », ajoute Pr. Kaptué. Ouverte en 2000 avec 43 étudiants seulement, l'effectif de l'UdM, dont l'admission est conditionnée par la réussite à un concours national ou à un concours interne est passé à 2 050. Une évolution qui réjouit Lazare Kaptué. Le septuagénaire est particulièrement ému de quelques moments forts de l'UdM. « Je ne peux jamais oublier la date du 3 octobre 2008, le jour où le ministre de l'Enseignement supérieur (Minesup) Jacques Fame Ndongo, a signé un texte reconnaissant. Mon second plus beau souvenir est celui de la remise des diplômes à l'université. Ce jour-là, les ministres de la Santé publique (Minsanté), André Mama Fouda et le Minesup étaient présents. C'était là notre consécration ! », clame-t-il joyeux. Sur le marché de l'emploi, les « udémois » valent leur pesant... de compétence. 1571 diplômés de la création de l'UdM jusqu'en 2016. D'après des statistiques de cette institution, on enregistre 90% d'insertion dans la vie professionnelle. Dans les filières comme l'Agrovétérinaire, beaucoup ont été formés à s'auto employer. Les étudiants possèdent leurs propres fermes parce qu'à l'école, c'est un module de cours de posséder et de gérer une ferme ou un champ », explique un responsable.

Perine Masso

Petite histoire de création

Déjà 18 ans qu'elle existe. L'histoire commence en octobre 2000. « A cette époque-là, seul le Centre universitaire des sciences de la santé (CUSS) de Yaoundé était habilité à former des médecins. Et pour devenir pharmacien ou chirurgien-dentaire, il fallait s'expatrier », confie



Lazare Kaptué, président de l'UdM. C'est dans ce contexte d'insuffisance en termes d'offre de formation en soins sanitaires que l'idée de la création de l'UdM prend corps. Des membres de la société civile issus de différents milieux professionnels et réunis au sein de l'Association pour l'éducation et le développement (AED) s'organisent. Les objectifs visés sont nombreux : donner aux étudiants une solide formation scientifique, pratique et éthique, offrir un cadre de formation attrayant, épanouissant et convaincant pour limiter l'exode des jeunes vers l'étranger ainsi que la fuite des cerveaux conduire les recherches fondamentales appliquées et orientées vers la maîtrise des problèmes économiques, technologiques et écologiques de l'Afrique, épauler les Etats dans leurs efforts pour la formation des citoyens en créant des filières absentes ou peu représentées dans le paysage universitaire de l'Afrique centrale. Une bonne intention, car la marche vers cet idéal est presque périlleuse, mais les promoteurs sont pugnaces.

« L'UdM était la première université privée laïque de formation en médecine au Cameroun. C'était de l' inédit. Nous avons commencé par deux disciplines privilégiées : la médecine et la pharmacie. C'étaient des disciplines très particulières et les gens se disaient que même la France ne laisse pas des universités privées former en ces disciplines. C'était ça l'argument massue que les gens ont utilisé pour nous combattre. Ils ont aussi soutenu que nous n'avions pas de main d'œuvre qualifiée pour enseigner », relate Lazare Kaptué avant de poursuivre comme indigné : « On ne doit pas remuer ce passé difficile ». « Au départ, les hauts fonctionnaires, pour combattre le projet, ont prétendu que nous étions guidés par des arrière-pensées tribalistes. Mais on voit bien aujourd'hui que l'UdM accueille les étudiants de tous les horizons, y compris des étrangers », explique-t-il. Mieux, cette école fait la fierté du Cameroun. L'UdM, c'est trois campus : Mfétum, Chougo, Banékane. Elle a une clinique universitaire d'application comprenant un centre de dialyse, une clinique d'hépatogastro-antérologie, un service de chirurgie, un service d'urgences, une clinique dentaire, une ambulance médicalisée. Le seul dermatologue de l'Ouest est à l'UdM. A la clinique dentaire de l'Université, par exemple, diverses cabines accueillent des étudiants. L'UdM c'est aussi sa bibliothèque connectée à un réseau Internet à fibre optique avec possibilité d'abonnement à de nombreuses bibliothèques en ligne. Le matériel utilisé à l'UdM est de dernière technologie, explique Clément Tchwegem.

PM

Institut supérieur de technologie médicale (ISTM)

Le CAMES approuve les enseignements

Une première certification aux doctorats en médecine issus de l'ISTM a déjà été accordée.

En janvier dernier, l'Institut supérieur de technologie médicale (ISTM) de Nkoulondom a organisé au palais des Congrès à Yaoundé, une cérémonie de remise de diplômes à ses étudiants en fin de formation. 156 lauréats étaient concernés, issus des trois filières. L'Institut célébrait sa quatrième promotion des docteurs en médecine générale, sa quatrième promotion des Masters en sciences biomédicales et sa troisième promotion des Masters en santé publique. La cérémonie coïncidait cette année avec le 10e anniversaire de l'Institut. Jean-Marie Thomas Ningouloubel, promoteur de l'établissement, dans son propos de circonstance, avait partagé une information importante qui honore son établissement : « Il me plaît de vous annoncer que le Conseil africain et Malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES) nous suit depuis deux ans. Lors de la 31e session du colloque sur l'équivalence des diplômes, tenue à Ouagadougou du 28 au 30 novembre 2016, une première certification aux doctorats en médecine issus de l'ISTM a été accordée. » Le CAMES, faut-il le souligner, est une organisation intergouvernementale africaine dont la création a été décidée en 1968 par les chefs d'Etat africains. Il est reconnu pour sa crédibilité et est considéré comme un modèle de promotion de l'excellence des systèmes d'enseignement supérieur africain. L'approbation des enseignements donnés à l'ISTM par le CAMES est une reconnaissance certaine.

La qualité de cette formation est une conjugaison de plusieurs facteurs. Il y a un cadre studieux, des enseignants rompus à la tâche et des enseignements validés par l'Université de Douala qui assure la tutelle académique. Nombre de ces enseignants sont du rang magistral ou sont des chargés de cours. Il y a également des spécialistes et des vacataires qui ont, pour la majorité, roulé leur bosse dans des universités nationales et internationales. La politique de ressources humaines de l'ISTM compte bâtir un noyau solide du personnel enseignant propre. Les enseignants sont choisis en fonction de leur qualification, de leur expertise, de leur probité. Ils sont la pierre angulaire du rêve entretenu à l'ISTM : participer à la formation des personnels de santé hautement qualifiés, aux compétences répondant aux exigences dynamiques de la technologie et de l'évolution des professions de santé.

En plus de leur savoir-faire, le directeur des affaires académiques explique qu'il y a d'autres éléments de motivation chez les enseignants : la rage d'aider les étudiants à réaliser leurs rêves, la volonté de faire des instituts privés d'enseignement supérieur, de véritables creusets d'excellence académique où se moulent des diplômés compé-



titifs et prêts à honorer leur Institut et leur pays dans l'exercice de la profession. C'est à travers les résultats des étudiants que les responsables de l'ISTM trouvent les motifs de fierté. Selon des informations données par le promoteur, lors du dernier concours d'intégration à la Fonction publique organisé par l'Etat, 40% de candidats de l'ISTM avait réussi le test. Trois d'entre eux sont actuellement médecins-chefs dans les hôpitaux publics à Nkoteng, Ndikinimeki et Ngoro, près de Ntui. Plusieurs ont pu mi-

grer vers la Suisse, les Etats-Unis, le Brésil, le Canada, où ils ont passé des tests pour exercer dans ces pays. D'autres encore ont réussi le concours national de spécialisation. Beaucoup ont trouvé du travail dans les formations hospitalières privées. Déjà, pendant les stages de médecine intégrée, les échos des encadreurs et des patients qui parviennent à l'établissement étaient des promesses des fleurs qui annoncent de bons fruits.

Jeanine FANKAM

Petite histoire de création

Il faut remonter au milieu des années 80 pour trouver la genèse de la création de l'ISTM. Jean-Marie Thomas Ningouloubel, professionnel médico-sanitaire et président de l'Ordre national des infirmiers, sages-femmes et techniciens médico-sanitaires, se bat pour l'émancipation d'un corps de métier dont les professionnels ne se sentent pas épanouis, parce qu'il n'existe aucune possibilité d'évoluer dans leur carrière. Dans les hôpitaux où Thomas Ningouloubel a travaillé, le piteux profil de ces professionnels est le même. La loi sur la libéralisation de la formation est une aubaine qu'il saisit. L'idée de créer une école pour eux germe dans son esprit. Il l'obtient l'autorisation de création en 2005.

Il loue un petit site, achète des équipements nécessaires de laboratoire et lance les premières activités de formation en 2007, année d'obtention de l'autorisation d'ouverture. Il commence par les filières biomédicales et de santé publique avec des effectifs très réduits. Le cycle LMD va s'ouvrir plus tard sur recommandation de la tutelle académique. Cette extension permet à l'ISTM d'avoir un cycle complet en 2011. Le promoteur se souvient que le premier examen clinique organisé par l'Université de Douala avec 100% de réussite pour ses candidats, reste un grand



moment pour lui, suivi des premières soutenances des étudiants en cycle de doctorat. « La qualité des travaux de recherche était très appréciée par les jurys », argumente-t-il. Aujourd'hui, l'ISTM aide les jeunes passionnés par le métier de médecine à réaliser leur rêve.

JF

Institut Supérieur Matamfen

Une offre de formation dynamique

Sa vingtaine de filières fonctionnelles répond aux besoins de l'environnement.

Le secondaire lui a donné une enseigne : Institut Matamfen. Le supérieur cherche un label dans la cour des grands. Cette année, au classement général du ministère de l'Enseignement supérieur publié à l'issue des examens nationaux, l'Institut supérieur Matamfen (Ismat) est deuxième avec 77,71% de réussite au BTS. Comme ailleurs, l'offre de formation est variée, explique Dorval Nzouetom, le responsable de la communication de ISMAT.

L'ISMAT a des formations doublement diplômantes élaborées avec ses partenaires occidentaux. Parmi eux, on retrouve la Fédération des écoles européennes basée en Suisse, l'Ecole de commerce Grandjean de Strasbourg et La Rochelle, en France. « Avec ces partenaires académiques, il y a une transférabilité d'étudiants et d'enseignants. Cela veut dire que les enseignants de ces universités-là peuvent les quitter et venir dispenser des enseignements à Ismat. Vice-versa. Les étudiants aussi peuvent commencer une formation à Ismat et la terminer dans une école partenaire. Et inversement ! », soutient Dorval Nzouetom, le responsable de la communication.

On observe de plus en plus de transférabilité des étudiants d'ISMAT ayant décidé de poursuivre leurs études chez les partenaires académiques. Les images de quelques-uns desdits partenaires sont d'ailleurs affichées sur les babillards de l'institut. D'après des étudiants rencontrés, globalement, la formation à ISMAT se passe bien. « Nous sommes bien formés », soutient Joël Ngue-rebaye, étudiant en 3ème année de licence professionnelle de compatibilité.

ACT, la filière en vogue

L'ISMAT s'adapte au contexte. Il y a cinq ans, les filières porteuses étaient le commerce international, communication des entreprises, marketing. Aujourd'hui, la Gestion logistique et Transport, Communication des organisations, Electrotechnique, Réseau et sécurité, Administration des collectivités territoriales décentralisées (ACT), sont les plus en



vogue.

La filière Administration des collectivités territoriales décentralisées (ACT) a commencé avec 20 étudiants. On y forme le personnel compétent pour gérer les mairies. C'est à l'initiative du gouvernement que cette filière a été ouverte cette année académique 2017-2018.

Pour le volet pratique de la formation en ACT, ISMAT a signé une trentaine d'accords avec les mairies locales pour des stages d'immersion. Faut-il le souligner, et si on s'en tient aux déclarations des responsables, l'Ismat était le seul l'pès à proposer l'an dernier les enseignements en ACT.

Insertion professionnelle

S'agissant de la capacité d'insertion des diplômés, ici, M. Nzouetom cite des cas patents : « Le promoteur du Salon de l'action gouvernementale est un produit d'ISMAT. » Autre exemple : le directeur du commerce international d'Afriland First Bank, Sylvain Koa. Petite confidence : « Une bonne partie des travailleurs de cette banque sont des produits d'ISMAT », susurre M. Nzouetom. Chez les femmes, il évoque le directeur de la communication de la Caisse autonome d'amortissement (CAA).

Bertille Missi Bikoun

Les femmes : les meilleures

Dans quasiment toutes les filières à ISMAT, on constate une forte proportion de femmes par rapport aux hommes, à l'exception de quelques filières techniques comme le Génie civil ou Electro Tech.

« Sur les 12 meilleurs étudiants primés récemment, ne figurait qu'un seul homme. Le reste était des femmes », confie le responsable de la communication.

Lors des projets professionnels présentés le 9 février 2018, deux étudiantes ont re-

tenu l'attention du public : elles ont présenté un impressionnant projet en électrotechnique. En Maintenance de système informatique, c'est également une femme qui a captivé l'attention du public ; tout comme en Travaux publics. L'étudiante était très jeune et son projet sur le génie civil (le pont, la route...) était impressionnant. « C'était frappant », se souvient, émerveillé M. Nzouetom.

B.M.B.

Petite histoire de création

L'Institut Matamfen est l'œuvre de Monsieur Philippe Wandji, le promoteur de l'Institut secondaire Matamfen, opérationnel depuis 1976. Gal-



vanisé par l'expérience acquise ici et répondant au vent du boom des IPES au Cameroun, il lance le cycle supérieur. L'Institut Matamfen supérieur ouvre ses portes en 2007 à Tsinga. L'établissement compte alors 48 étudiants, toutes filières confondues. La deuxième promotion, elle, a un effectif beaucoup plus important : 200 étudiants.

L'explosion des chiffres à Ismat peut trouver son explication dans l'ensemble des autorisations successives obtenues auprès de la tutelle : la première promotion a eu l'autorisation d'existence, puis celle de composer la licence professionnelle. Au bout de cinq années d'existence, l'Ismat a eu les Masters. Les responsables de l'établissement pensent que la qualité des enseignants a contribué à la rapide expansion d'Ismat. L'Institut a aujourd'hui son mot à dire dans le paysage de la formation professionnelle au Cameroun.

La discipline est un levier important de réussite. « Quand il est 7h31, un étudiant sait qu'il ne va plus entrer dans le campus. Tout comme s'il vient avec un pantalon trop à la mode, des sandalettes (babouches) aux pieds, des cheveux colorés ou un make-up extravagant pour les filles ».

B.M.B.

Institut Universitaire de la Côte

Meilleur au BTS 2018

Sur 1071 candidats présentés, 839 ont eu leur examen, soit un taux de réussite de 78,34%.

Tout commence en 2002. Après une carrière au sein de la Cameroon Airlines, le promoteur, Paul Guimezap, dans une logique de reconversion, fait ce constat : « Il y a carence de main d'œuvre industrielle qualifiée au Cameroun ». Il décide alors d'ouvrir un Centre d'enseignement et de formation technique industriel (CEFTI) à Douala. C'est d'abord un collège, puis il obtient l'autorisation de création d'un IPES (Institut privé d'enseignement supérieur). Paul Guimezap ouvre l'ISTDI qui devient IUC (Institut Universitaire de la Côte) en 2011 : un mastodonte dans l'enseignement supérieur. Le souci du promoteur ? Etre en phase avec l'attente et les besoins des entreprises de la sous-région.

Son campus de Logbessou dans l'arrondissement de Douala 5ème est bâti sur plus d'un hectare. Les cycles ouverts sont : le Brevet de Techniciens Supérieurs (BTS) / le Higher National Diploma (HDN), la licence professionnelle, le Master professionnel et d'ingénierie. Dans son ouverture au monde, l'IUC a noué des partenariats et des collaborations scientifiques avec des institutions comme les universités du Maine, de Limoge et de la Bretagne occidentale en France ; l'Université polytechnique de Bobo Dioulasso au Burkina Faso, l'Ecole nationale supérieure de polytechnique de Yaoundé, les Universités de Dschang et de Douala au Cameroun.

Il compte en son sein trois établissements et un pôle dédié aux programmes internationaux, notamment : L'ISTDI (Institut supérieur de technologie et de Design industriel) ; l'ICIA (Institut de commerce et d'ingénierie d'affaires) ; 3IAC (l'Institut d'ingénierie informatique d'Afrique centrale) et le PISTI (Programmes Internationaux des Sciences et Technologies et de l'Innovation). De par la qualité de ses équipements, l'IUC abrite depuis plusieurs années les épreuves pratiques et écrites de l'examen national de BTS.

Près de 4 milliards d'investissements, d'après le promoteur, ont

été mobilisés pour offrir une formation de pointe aux étudiants du cycle ingénierie biomédicale de l'IUC. Il s'agit concrètement de la Plateforme de Diagnostic Médical de Douala. Inaugurée en janvier 2018, elle a une vocation à la fois universitaire et sanitaire. Chaque année, l'IUC présente des projets innovants conçus et montés dans ses laboratoires. Plusieurs étudiants ont reçu des distinctions lors des Journées technologiques nationales (JTN) organisées par le ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique. Faut-il le préciser, l'établissement a une cité universitaire d'une capacité d'accueil de 420 chambres.

Approche genre

Elle est loin d'être le maillon faible ici. Six femmes occupent des postes stratégiques dont 4 de directeurs. Au niveau des effectifs, la tendance semble portée vers la féminisation des filières industrielles. Comme quoi il n'y a plus de filière exclusive à la gent masculine.

Véronique Mbetseh



Sucess Story

« L'IUC m'a permis de devenir un homme

Narcisse Tankoua Tchoufac, directeur filiale SOCITECH Cameroun, SA.

« **A**près obtention de mon baccalauréat (F2) Electronique en 2002, la passion pour les NTIC, et le souci de trouver une école pouvant m'offrir une formation en adéquation avec mes rêves m'ont dirigé vers l'Institut Supérieur de Technologie et du Design Industriel (ISTDI). J'étais surtout flatté par le mot « design » dans le nom de cette institution. Passé le cap du rêve, je fus agréablement impressionné tout au long de mon cycle non seulement par la qualité du contenu pédagogique, mais aussi par celle des formateurs/encadreurs. A l'IUC, j'ai reçu non seulement une formation académique, mais aussi une formation à l'école de la vie. Je rends un hommage particulier au Pr.Jazet.

C'est grâce aux différents challenges auxquels nous faisons face quotidiennement que j'ai développé le goût de la recherche de la connaissance. Ainsi moulé, j'obtiens mon premier



boulot en 2004 à Wise Computer (où j'ai effectué mon stage académique). Je fus affecté à Yaoundé. En cumulant école et boulot, j'obtiens en 2007 un Master I en informatique appliqué à l'Institut Siantou supérieur de Yaoundé. Quelque temps après, je quitte Wise pour un poste d'ingénieur support et système dans la multinationale CIS (Communication Ingénierie Système) à Douala. En 2010, j'obtiens un Master II en Gestion

des projets Informatiques à l'ENSET de Douala et je suis sollicité en 2012 à la multinationale SOCITECH Cameroun où j'occupe plusieurs postes. L'IUC a su se positionner comme un pôle de l'excellence en termes de formation privée au Cameroun grâce à la mise sur pied des ateliers de dernière génération et des partenariats de qualité. L'ISTDI m'a permis de devenir un homme pas simplement un diplômé ! »

V.M.

Une voiture électrique made in IUC !

En 2014, lors du Salon international de l'entreprise et de la PME (Promote), l'IUC a un stand qui draine du monde. L'objet de l'attraction est une voiture made in Cameroon, sortie des laboratoires de l'IUC ! C'est une innovation marquante des étudiants de cet institut. Cette voiture électrique

est un coupé sport monté grâce à un logiciel conçu avec des pièces trouvées localement. « Seules la transmission et la motorisation ont été importées. Les autres accessoires : suspension, carrosserie, équipements électriques sont faits à l'IUC.

JF

Palmarès IUC

2005 : 1^{er} IPES à signer une convention de partenariat avec l'ACDI (Agence canadienne de développement international) pour la formation diplômante en TIC au Cameroun, diplôme délivré par le CCNB-Dieppe (Canada)

2014 : Meilleure académie CISCO en Afrique francophone

2015 : 1^{er} IPES au Cameroun à être Académie de formation pour les infrastructures CISCO

2015 : 1^{er} IPES membre affilié à l'AUF

2015 : 1^{er} IPES à être membre du GICAM

2016 : Meilleure académie CISCO en pleine croissance, selon le classement du SAFARI tenu au Sénégal

2016-2017 : Deux fois consécutives 1^{er} IPES national aux examens nationaux de BTS au Cameroun, selon le classement du MINESUP

2017 : 1^{er} IPES au Cameroun à être labellisé CIAN (informatique).

Université Protestante d'Afrique Centrale

Au commencement était la parole...

Mais il n'y a pas que la théologie à l'UPAC.

L'institution d'enseignement supérieur à caractère confessionnel, dédiée au départ à la formation des pasteurs s'est ouverte à d'autres filières depuis 2006, en toute bonne... foi. Chancelle patience Bilam Passi est une fierté de l'Université protestante d'Afrique Centrale. La titulaire d'un master en Sciences sociales, spécialisation Paix et Développement dans cette institution d'enseignement supérieur à caractère confessionnel, est en fonction à la Commission de l'Union africaine. Comme elle, ils sont des centaines, voire plus à s'imposer au sein des institutions à travers l'Afrique et même le monde, depuis que l'alors faculté de Théologie protestante de Yaoundé (créée en 1959 par 11 églises protestantes d'Afrique, les sociétés de mission américaines et européennes,) s'est muée en Université Protestante d'Afrique Centrale avec pour devise : foi-science-témoignage. « En 2003-2004, nous avons pensé qu'il faudrait étendre la faculté de Théologie de Yaoundé, il ne fallait pas seulement former des théologiens qui ne seraient plus adaptables au contexte africain », explique Rév.Pr. Bouba Mbima, recteur de l'UPAC.

La mutation de la faculté de Théologie, (première institution universitaire confessionnelle au Cameroun, inaugurée le 17 Février 1962, par le premier Président de la République, Ahmadou Ahidjo) en une Université complète, surviendra lors de la session ordinaire du Conseil d'Administration de cette institution universitaire, en 2006. Cette décision est par la suite entérinée par le gouvernement camerounais, à travers un arrêté du ministère de l'enseignement supérieur du 21 septembre 2007. L'arrêté ministériel donne également le droit à l'Université protestante d'Afrique Centrale, de former dans les trois cycles du système LMD: Licence, Master et Doctorat. Progressivement quatre facultés sont créées au sein de



ce haut lieu du savoir qui a ses installations au quartier Djoungolo à Yaoundé. En dehors de la légendaire faculté de Théologie protestante et des Sciences Religieuses (FTPSR), on a la faculté des Sciences sociales et des Relations internationales (FSSRI), la faculté des Technologies de l'information et de la communication (FTIC) et la faculté des Sciences de la santé (FSS). La faculté de Théologie protestante et des Sciences religieuses forme les étudiants pasteurs sur recommandation des églises.

Gestion des conflits

Créée en 2006, la faculté des Sciences sociales et des Relations internationales- Fssri- offre quant à elle des enseignements dans les filières Paix et Développement et sciences de l'information. « Dans le département Paix et Développement, l'étudiant a deux options : soit

Il se spécialiser dans la gestion des conflits et des unités de développement, c'est-à-dire tout ce qui concerne le dialogue Nord-Sud dans la lutte contre le sous-développement, et la médiation ou faire journalisme de Paix et la communication stratégique, parce que la pacification par les médias reste encore un maillon faible en Afrique », explique le Pr Joseph

Tagou, doyen de cette faculté. La filière des Sciences de l'information quant à elle forme,

des documentalistes, des éditeurs, des gestionnaires de bibliothèques et des archivistes. En 2008, la faculté des Technologies de l'information et de la communication voit le jour. Elle forme les étudiants en génie informatique, génie électronique et génie télécommunications, en partenariat avec l'Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé. La faculté de Médecine et du Bien être humain créée en 2010, est remplacée depuis l'année académique 2014/2015, par la faculté des Sciences de la santé. Cette dernière-née compte trois filières : génie sanitaire, biologie clinique et sciences infirmières. Sa particularité : « une formation aussi bien pratique qu'universitaire. Ce qui veut dire qu'au bout de trois ans, les étudiants ont une licence pratique, donc ils peuvent exercer dans leur domaine de compétence et pour ceux qui désirent continuer des études, leur licence leur offre également la possibilité de s'insérer dans le système LMD », explique Dr Sandrine Tchoukouegno, enseignante dans ce département. La vision à moyen terme ici, est de mettre sur pied un centre de référence qui va former non seulement dans les sciences connexes mais également des futurs médecins.

Cathy Koum

National Polytechnic University Institute Bamenda

Citadel of Excellence!

After the proprietor's demise in 2013, sceptics feared its future. But the institute, now a University is waxing stronger by the day.

Unlike many schools and institutions that simply bear a name, the National Polytechnic University Institute Bamenda in the Bambui neighbourhood has both a name and face. It's that of Pa Yong Francis, of blessed memory! Yes, "Pa" because the then proprietor of three secondary schools offering commercial and technical education begot students from these colleges and more, during their quest for post-secondary education.

It would be recalled that until 2000, there was no legislation on higher private institutions of learning in Cameroon. The few existing universities with technical fields offered courses exclusively in the French language. This led to mass exodus of students to neighbouring Nigeria to further their education; while those from well-to-do families went abroad. But it was not always a successful venture. After a failed attempt in Canada, Pa Yong succeeded to get a Nigerian University that accepted to mentor Cameroonian students. Such was the birth of National Polytechnic Bamenda (NPB) in 1996. It operated under the mentorship of the Nigerian University until 2002, when the government of Cameroon gave its official recognition by Prime Ministerial Order.

Almost 20 years later, NPB's imposing structure greets every passerby entering Mile 7, Nkwen, on the outskirts of North West Regional headquarters Bamenda. "Welcome to National Polytechnic Bamenda" a sign board reads. Today (February 28, 2018) is a particularly busy day for its 3000+ students, who could be seen running helter skater on campus. It's the last day of registration for the Higher National Diploma for the 2017/2018 academic year. As one would expect, the Director of Academic Affairs, Aduh Francis Ngala's office door hardly stayed on the same spot. Either it's a student coming in to sign a document, request his/her receipt; or it's another pleading for the extension of the deadline so as to meet the requirements.

This was not a typical school day, though! Usually, the students are in classrooms, laboratories, and farms either learning or conducting one experiment after another. NPB offers trainings in nine fields divided



into Schools, namely: Business, Finance and Management; Medical and Bio-medical Sciences; Engineering and Technology; Home Economics, Tourism and Hospitality Management; Law; Agriculture and Veterinary Sciences; Journalism and Media; Maritime Studies; and, Education.

After two years, students graduate

with a Higher National Diploma, or spend one additional year to grab a Bachelor's Degree. The seven-year-old francophone section issues BTS/DSEP diploma with oversight from the Ministry of Higher Education and mentorship of three Universities: Buea, Bamenda and Dschang. In quest for best qualified lecturers, until recently, NPB's tea-

ching staff was mostly visiting lecturers from Nigeria, Ghana and other African countries. The creation of the University of Bamenda, amongst other State institutions, brought its share of good tidings. Today there is an increasing number of national staff with tested experience and skills.

According to the university's records, NPB was rated "Best Private Higher Institution" for the 2015/2016 academic year. Of the 1,450 students who registered for the Higher National Diploma, 1,250 passed recording an 88.5% overall score. Some departments had 100% with students grabbing distinctions. To those who could read the signs, it was no surprise when a ministerial order of January 15, 2016, upgraded the institution to a University. Henceforth, it can offer post graduates programmes to its ever increasing student body.

Laure NGANLAY,
on assignment in Bamenda

Pa Yong Francis, The Nation Builder

Though of blessed memory, NPB's proprietor legacy is carried on by a staff that shared in its entirety.

Unnerving the National Polytechnic University Institute has not always been a bed of roses. In addition to the proprietor's passing unto glory in 2013 which fueled doubts about the future; the ongoing tension in the Region has not spared it. "Before the crisis started during the 2016-2017 academic year, we had 5,000 students. For the whole year, we had barely 200 who stayed because they had enrolled for the Higher National Diploma. We did not send them back because our doors remained opened throughout that year. But their parents thought they should leave for their safety. Between October and December 2017, we moved up to 2005 students and by January 2018 till date we have 3,000 enrolled" the Director of Academic Affairs, Aduh Francis Ngala explained.

This setback was also felt at the level of the academic calendar. After it was upgraded to University in January 2016, post-graduate studies had been launched to start during the 2016/2017 academic year. However, it has been postponed onward



to 2018-2019.

In 2013 when the proprietor's death was announced, sceptics thought NPB would come to a standstill. But time proved them wrong. In fact, his vision lives and grows by the day: "The administrative building and the one opposite were constructed after his death. By the time Pa died, we had about 3,000 students, enrolment later moved to 5,000, coupled with an improved performance in

the Higher National Diploma. We also acquired campus C, increased the farm, birds and animals. Most of those who worked with him are still here, continuing in his footsteps towards higher heights. Wherever Pa is, he should be proud that we are realizing his vision", Aduh Francis Ngala concluded.

On December 14, 2015, the Minister of Higher Education, Jacques Fame Ndongo, inaugurated the new administrative building. He also cut the ribbon to unveil a mega monument of Pa Yong at the main campus entrance, thus immortalizing the great nation builder. Passing by the statue everyday is an inspiration to the students, a tap on the back to the staff and a memorial to the nation as a whole. Indeed, his legacy lives on, coined in the late proprietor's own words: "My vision is to reduce unemployment among the youth by providing them the professional education and skills they need for jobs and job creation," signed Pa Yong Francis 1945-2013. RIP!

LN

Institut Supérieur de Management

L'apprentissage par la mise en situation

Ici on transmet le savoir, le savoir-faire et la culture d'entreprise.

Situé à Douala-Bonamoussadi, l'Institut Supérieur de Management (ISMA) créé en 1998, est une idée du Pr Bob Ngamoe qui a voulu implanter au cœur de l'Afrique, une grande école devant apporter des réponses aux mutations économiques et technologiques du Cameroun. « Pour nous, il fallait repenser l'approche pédagogique », confie le fondateur. Il décide d'adopter l'apprentissage par la mise en situation, « The case study », de l'Université de Harvard aux Etats-Unis. Cette pédagogie repose sur quatre leviers : le respect scrupuleux des programmes, un corps enseignant de haut niveau, composé des meilleurs enseignants des universités et des grandes écoles ainsi que des cadres d'entreprises. Les premiers transmettent le savoir, les seconds, le savoir-faire et la culture d'entreprise. A tout cela, s'ajoute un management qui donne à l'étudiant toute son autonomie grâce à une organisation souple, à un dialogue permanent et à la participation de tous à la gestion de l'institution. L'institut forme dans les cycles du Brevet de technicien supérieur (BTS), licence professionnelle et Master en partenariat avec l'Université de Poitiers. Le PDG Bob Ngamoe est lui-même expert en sciences de gestion. Il est plus que jamais déterminé à offrir des



compétences sur un marché de plus en plus globalisé. C'est la raison pour laquelle, il a choisi de s'approprier les propos du célèbre savant Albert Einstein : « Je n'ai jamais essayé d'enseigner quoi que ce soit à mes étudiants, j'ai juste essayé de créer l'environnement propice à leur apprentissage ». En s'appuyant sur sa nouvelle approche pédagogique et un environnement plus innovant au plan technologique, nul doute que les facteurs clés de succès sont réunis pour gagner la bataille de l'excellence.

Infrastructures adéquates

Le souci de l'Isma d'implanter au cœur de l'Afrique une grande école correspondant

aux objectifs de développement du Cameroun s'accompagne d'une politique infrastructurelle futuriste. L'Isma s'impose avec son campus à l'architecture particulière. Coût de cet investissement, 5 milliards de FCFA, pour créer un environnement propice à la mise en œuvre de l'approche pédagogique adoptée. L'établissement est placé sous la tutelle académique de l'université de Dschang et propose une offre de formation avec plus d'une trentaine de spécialités à l'adresse des étudiants anglophones et francophones. Le marketing, le commerce-vente, la gestion logistique et transport, la douane et transit, le commerce international, la comptabilité et gestion des en-

treprises, la communication des organisations, la gestion des systèmes informatiques, le droit des affaires et de l'entreprise sont des offres de formation parmi d'autres. L'ISMA facilite l'insertion professionnelle de ses étudiants. Depuis sa création, l'école a formé plus de 5 000 hommes et femmes qui font la fierté de nombreuses entreprises. Cette adhésion massive des parents et des étudiants est la preuve de l'efficacité de la pédagogie implémentée. Il faut souligner que le réseau des anciens étudiants œuvre également dans le positionnement de leurs cadets autant que cela est possible.

Véronique Mbetsheh

Succes story

«Je suis Contrôleur dans une grande banque de la place»

Erica Kokoh, ancien élève de l'Isma.

« J'ai étudié à L'Institut Supérieur de Management (Isma) Douala dans les filières BTS Comptabilité et Licence Contrôle et Audit respectivement en 2012 et 2013. Après quelques années d'études, j'ai obtenu mon Master 2 toujours à l'Isma. Grâce à la formation reçue par des enseignants professionnels dans le métier de la comptabilité, des finances et de l'audit, je suis aujourd'hui Contrôleur dans une grande banque de la place. Par ailleurs, nous animons l'association des anciens étudiants de l'Isma qui soutient l'institut dans le placement de ses étudiants finissants. Nous garantissons aussi des stages académiques aux étudiants de l'ISMA à travers le réseau des anciens étudiants. »

Approche genre

Parmi le personnel administratif, les femmes représentent plus de 60% de l'effectif et occupent des hauts postes de responsabilité : chef de division administrative et des ressources humaines, sous-chef de division des affaires académiques, chef de service du budget, chef de service par intérim du marketing et de la communication, caissière principale et caissière secondaire, et bien d'autres. Ces dames contribuent de manière significative au rehaussement de l'image de cette institution académique.

Le nouveau porte-étendard de la gestion

L'Institut des sciences et technologies appliquées en gestion (Istag) s'impose dans l'offre des enseignements de gestion. Mais aussi en communication et bientôt, en sciences exactes.

Il y a dix ans, il a bousculé les lignes préétablies. Les études en gestion n'étaient plus la chasse gardée de certains établissements. Peu à peu, Istag imprime son rythme différent, ses offres d'enseignements ciblés et ses experts triés parmi les meilleurs. C'est le challenge que s'est donné l'Institut depuis une dizaine d'années. Au fil du temps donc, cette structure a convaincu par son offre de formations, mais aussi par la réussite de ses diplômés.

L'Istag, c'est d'abord une institution qui forme en gestion, mais d'autres enseignements se greffent tout autour. Variant en fonction des niveaux de formations, (Brevet de technicien supérieur, licence professionnel ou master professionnel), l'Istag propose quatre filières principales : gestion, communication, technologie, santé. Chacune d'elle propose des spécialités en fonction du niveau d'études souhaité. La filière gestion par exemple comprend : marketing-commerce-vente ; comptabilité et gestion des entreprises ; commerce international ; gestion-logistique-transport ; gestion des ressources humaines ; assistant manager ; gestion des systèmes d'information. Autre filière fournie, la communication qui comporte essentiellement le

journalisme et la communication des entreprises, au niveau BTS. A un grade plus élevé, s'ajoute la spécialité « communication marketing ».

L'établissement jouit de deux campus opérationnels dans la ville de Yaoundé. C'est aussi là que sont réparties les spécialités en fonction des offres. Sur le campus du quartier Fouda qui abrite également le bloc administratif de l'institution, sont dispensés les cours des filières gestion et communication. Sur le campus du quartier Nsimyong, se retrouvent les apprenants des filières Santé et Technologie.

La manne des partenariats Au fil des années, l'établissement s'est doté des autorisations nécessaires pour accroître le niveau de la formation proposée aux apprenants. De ce fait, l'ouverture d'une licence professionnelle permet à l'Istag de « former des cadres capables de gérer efficacement les entreprises dans leurs domaines de spécialisation ». Objectif encore plus pointu au niveau des masters professionnels ouverts au début des années 2010 dans cet établissement. « Répondre efficacement aux défis d'ordre managérial qui s'imposent aux entreprises dans le contexte actuel de la mondialisation des économies caractérisé par des



mutations sans cesse croissantes ». Des cadres d'entreprise ont ainsi pu se perfectionner dans des domaines précis ou sur des thématiques offertes ailleurs à des coûts plus élevés. Les spécialités offertes dans ce cadre concernent, entre autres : Banque-finances ; Communication d'entreprise (option marketing et option relations publiques) ; Comptabilité-contrôle-audit ; Gestion des ressources humaines ; Gestion logistique et transport ; Informatique de gestion ; Marketing-commerce-vente.

La notoriété et la qualité des produits de l'Istag viennent aussi des partenariats liés avec des structures étrangères. Si l'établissement en revendique une

bonne dizaine à ce jour, il met toutefois en avant les partenariats noués avec l'Université de Rennes I en France, l'Université de Québec à Montréal (Uqam) au Canada et l'EM de Normandie en France. Selon les responsables de l'établissement, plusieurs missions d'enseignements sont organisées pour les enseignants vivant à l'étranger. « Nous avons aussi des partenariats avec de petites structures pour permettre à nos apprenants de ne pas se déconnecter du monde de l'emploi, même s'ils sont en période de cours », rassure le conseiller technique aux affaires académiques de l'Istag.

Alexandra TCHUILEU N.

Succes story



Bernard Boyogueno Badang

Le nombre dans l'âme

Voici un qui a du flair. Les chiffres et lui, ça fait un depuis ses cinq ans. Bernard Boyogueno Badang a suivi son rêve de compter, calculer et planifier. Aujourd'hui, il baigne dans cet univers. Du haut de ses 30 ans à l'époque et à la tête d'une famille à charge, Bernard Boyogueno avait pris la résolution de retourner sur les bancs de l'école. En 2010, alors que l'Institut supérieur de technologie appliquée et gestion (Istag) ouvrait ses portes pour les licences professionnelles, il a saisi l'opportunité. « Je suis de la première promotion de la filière comptabilité, contrôle, audit, la première à Yaoundé, puisque cela existait à Douala. Les instituts concurrents

formaient plutôt en comptabilité et finance », se souvient-il. L'apprenant va y décrocher sa licence et continuer en master professionnel un an plus tard.

La chance pour Bernard Boyogueno, c'est d'avoir eu un employeur compréhensif. En effet, lorsqu'il envisage de reprendre ses études, il est agent comptable à l'Espace Landmark Yaoundé. « A l'Istag, les cours allaient de 17h à 22h et il n'est pas évident pour un employeur de libérer son employé à pareille heure. Cela peut être épuisant pour un travailleur et chef de famille. Je lui ai montré l'intérêt de me former et le plus-value que cela apporterait à l'entreprise », relève-t-il. Une attitude qui a ren-

forcé la confiance de son patron. Au terme de cette formation, Bernard Boyogueno dispose désormais du meilleur profil. Propulsé directeur des affaires administratives et financières de la boîte, le séjour de Bernard Boyogueno à l'Istag aura définitivement changé le cours de sa vie professionnelle. « Je dois à l'Istag la dimension que j'ai eue aujourd'hui dans mon métier. Par exemple la gestion des projets, des programmes de développement, la rédaction de business plan, etc. Je n'étais qu'un simple comptable. Aujourd'hui, j'ai la méthode en matière d'audit comptable. »

Alexandra TCHUILEU N.

Africa Institute for mathematical science

Africa In Miniature

The African Institute for Mathematical Sciences recruits Master Degree students from over 17 African countries.

A writing board here and a board there, boards everywhere. Even in the refectory! Nothing can best describe the African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) campus than the aforementioned statement. "This is a 24h study area!" was the answer this reporter got to her question. No wonder, the 47 students (30 boys and 17 girls) enrolled for the 2017/2018 academic year are offered on-campus accommodation, feeding and laundry facilities, in addition to their study scholarship at AIMS Cameroon. This gives them ample time to concentrate on their studies, divided into two main Master Degree programmes.

The first is a traditional one-year Structured Master Degree in Mathematical Sciences after undergoing a 4-year university program in the sciences. Owing to the diverse background of its students, carefully selected from several African countries, the first three months are reserved for language courses. This way, the teaching/learning process is made easier for students from francophone, Anglophone and Arabophone countries all sharing the same classroom. This year, the campus is host to graduates in Mathematics and Physics; some



in Statistics and Engineering, with a few in Computer Sciences. After the pampering, the training changes gear to an advanced stage with specialisation. The batch is expected to cover their syllabus within three weeks of intensive block lessons of 30 hours per week, taught by visiting lecturers from Africa and the world. This partly explains the presence of writing boards all over campus. The second programme is the Alternative Masters, also known as Co-operative Masters in Mathematical Sciences. This year, AIMS Cameroon received its pioneer batch in Mathematics, Physics and Computer Sciences. Students spend one year and half whereby the first 10 months are on campus

with the remaining seven on the field. In order to match theory with practice, AIMS signed conventions with enterprises and industries where students are sent on internship as part of this programme. Apart from the Centre's three resident tutors and visiting lecturers from Africa and the world, most alumni are reabsorbed among the teaching staff. The "Next Einstein Initiative" AIMS is a Non-profit making Pan African Network of Centres of Excellence in Post-Graduate Education funded by the Government of Cameroon, the MasterCard foundation and other foreign education partners. It offers a 100% merit-based scholarship, with the host country having 30%

of the 50-students intake. Each recruitment must respect a 1/3 female quota, as the centre works towards encouraging girls into Science, Technology, Engineering and Mathematics. "When AIMS is proposed to a country, its government must accept to co-fund its activities. AIMS Cameroon was created in 2013, after the government signed a memorandum of understanding with the network team," Mary Bernadette Timchia, Chief Operating Officer explained.

AIMS' mission is to lead the transformation of Africa through innovative scientific training, technical advance and breakthrough discoveries to benefit the whole society; Enable brightest African students to flourish as independent thinkers, problem solvers, and innovator capable of propelling Africa's future, scientific, social and economic self-sufficiency. Created in South Africa in 2003 by Professor Neil Turok, it later grew into the "Next Einstein Centres of Excellence" targeting at least 15 coordinated centres within a decade. Presently, there are five fully functional centres (South Africa, Senegal, Rwanda, Ghana and Cameroon) and a research centre in Tanzania.

Laure NGANLAY,
on assignment in Limbe

More Women in... Science, Technology, Engineering & Mathematics

While targeting 50%, student enrolment must meet a 1/3 female quota. The staff on its part is predominantly female.

Is it surely an open secret that no sustainable development can be achieved without Science, Technology, Engineering and Mathematics (STEM) but the role of women remains unexplored. AIMS Cameroon has a gender with a unit headed by Doris Ngeche, whose goal in all six Centres is to encourage the greater bulk of the population, the female folk, to contribute towards development initiatives. With a 1/3 female quota set for enrolment, the administrative and teaching staff boasts of women whose daily roles cannot be overlooked. It should be noted that the "giving back" approach is not limited to students. Mary Bernadette Timchia left the profit-making world to contribute

in shaping the minds of the younger generation at AIMS. As the Chief Operating Officer today, she masters the ins and outs of the Centre, having previously served as Finance & Human Resource Manager. When Professor Gisèle Mophou Loudjom could spare an entire year in her schedule, she quickly rushed from Guadeloupe to her native Cameroon, where she leads solution-based research in Mathematical Sciences. The Full Professor in Mathematics is Chair of the Alexander von Humboldt Research Centre. On dealing with stereotypes: "My goal is to know that when I leave Cameroon, I have done my job! And not to bother about who likes me or not", said Professor Gisèle. "We

share the same relations between students and colleagues. When we go out or discuss, they tend to bring up boys talks and I have to shout: 'hey guys am here'. And they will answer: 'oh Nathalie sorry'. Even in tasks distribution, there is no discrimination. The guys are great. When they remember that I am a lady, they call me big sister. Maybe I am just missing some female talk, but it's great here," Nathalie Wandji, the lone female tutor of Computer Science and Mathematics. On what legacy for future generations, Timchia explained: "We bring in as many females as possible. If girls are well trained in mathematical modules, it will solve both per-

sonal and society problems. It is cheaper to train students here than to send them abroad. When you train them in Africa, they live the problems and the overall goal is for them to be problem solvers". Nathalie adds: "improve the target from 30% to 50% every year but insisting on quality. From primary through high school, girls are discouraged in sciences. Every Wednesday afternoon, we go to schools and talk to students. Those who cannot have tutors at home are free to come here so we can help them with their school work. Those we empower will soon reach university and apply with quality files".

LN

Le Commerce, son affaire

Cet institut universitaire, placé sous la tutelle académique de l'Université de Yaoundé II-Soa, a une convention avec l'Ecole supérieure de commerce de Clermont-Ferrand en France.

Une foule d'étudiants envahit toujours le lieu-dit carrefour Hôtel Le Paradis à Ngousso (Yaoundé), aux heures de pause ou de fin de cours. Ces derniers font partie de ceux qui s'abreuvent à la source du savoir à l'Institut supérieur de commerce et de gestion des entreprises, en abrégé Sup de Co. « J'ai choisi cet institut pour sa notoriété. J'ai des amis qui sont passés par là et qui m'ont avoué avoir reçu une excellente formation en gestion. La preuve, ils sont employés dans de grandes entreprises avec de bons salaires. Et je me suis dit que ça vaut le coup d'essayer et tout se passe bien », avoue Marie Laure Mouzong, étudiante en 2^e année gestion. Ici, l'on indique plus de 500 apprenants qui pullulent sur le marché de l'emploi et font la fierté des entreprises comme la Crtv, la CNPS, le FNE, entre autres. D'autres ont même intégré des sociétés à l'international. Cette grande école universitaire a vu le jour en septembre 2004 et fait partie du groupe École supérieure de commerce de Clermont-Ferrand en France.



Placée sous la tutelle académique de l'Université de Yaoundé II, Sup de Co dans le cadre de la formation Up-to-date a multiplié ses partenaires. C'est dans cette logique que de nombreuses signatures de conventions ont vu le jour. Outre le partenariat avec le groupe Esc-Clermont-Ferrand signé le 27 juillet 2004 dans cette ville française, il y a cette

autre signature de convention tripartite le 6 novembre 2006 avec le ministère de l'Enseignement supérieur, mais aussi avec l'Université de Yaoundé II en vue d'une co-diplomation d'un Master en science de gestion groupe Esc-Clermont-Université de Yaoundé II-SOA. Autre particularité, le programme grande école co-signé par l'Université de Yaoundé II et ses partenaires

de référence pour le Bachelor en management international et le Master en management). Sans oublier le Bachelor en finance et marketing, et les MBA en Audit contrôle de gestion et marketing/publicité établis en relation avec l'Esg-Paris (groupe Studialis).

Sorèle GUEBEDIAN à BESSONG

Infrastructures adéquates, un campus moderne

L'établissement s'est doté des équipements modernes et un corps enseignant performant.

Pour répondre aux besoins de la formation de qualité située à mi-chemin entre le professionnel et l'académique, Sup de Co a mis en place des structures adéquates dans un campus moderne. L'accès à celui-ci est filtré par des vigiles qui s'assurent de l'identité du visiteur. Quatre bâtiments, deux amphithéâtres de 150 à 250 places sont équipés des tables-bancs pour deux, de chaises individuelles et du matériel informatique. « C'est une école de référence et pour cela, nous n'avons pas besoin des effectifs pléthoriques. Nos étudiants doivent se sentir à

l'aise », confie Joseph Nzongang, directeur des affaires académiques. Ces bâtiments sont répartis en une vingtaine de salles de cours d'une capacité d'environ 30 à 40 étudiants chacune.

La bibliothèque offre une multitude d'ouvrages dans toutes les filières. Le côté santé n'est pas en reste avec une infirmerie dans laquelle on retrouve quatre lits. « Lorsque nous avons un cas de maladie, l'infirmerie a pour rôle de stabiliser l'étudiant malade avant que celui-ci soit conduit dans une formation hospitalière. L'objectif est de résoudre

les problèmes élémentaires sur le plan sanitaire chez les apprenants », confie notre source. Preuve que le top management de cet IPES ne néglige aucun détail. « Quand on veut être une référence dans l'enseignement supérieur, il ne faut négliger aucun aspect. Nous nous sommes dit que nous devons mettre les étudiants dans des conditions idéales de succès », ajoute Joseph Nzongang. En sus des infrastructures, se greffe un personnel enseignant bien formé. Les étudiants sont recrutés via le comité de pédagogie qui siège deux fois par an,

c'est-à-dire au début de chaque semestre. « C'est un volet sur lequel le promoteur Robert Nyan-gang met un accent particulier », poursuit notre interlocuteur. Sup de Co dispose d'environ 140 enseignants parmi lesquels 17 femmes, soit un pourcentage de 23,8%. Le personnel administratif est constitué d'environ 62 employés avec 31 femmes (50%). Au sein de la famille estudiantine, 40% sont des femmes. Comme quoi à Sup de Co, qualité rime avec excellence.

Sorèle Liliane GUEBEDIAN à BESSONG



Tel 677 62 58 62/699 63 64 20
Web: www.jafec.org

Ont collaboré

Rédaction : Jeanine Fankam, Cathy Koum; Rosine Azanméné; Monica Nkodo; Pélagie Ng'Onana; Christèle Boudjiéka; Sorèle Nguébédian; Bertille Bikoun; Alexandra Tchuilé; Laure Nganley; Péline Masso; Véronique Mbetsch; Christèle Bowa; Assiatou Ngapout; Carine Tsicle; Nadège Christelle Bowa

Photographie : Étienne Nsom

Infographie : Antoine Emvana

Impression : SOPECAM

Édition tirée à 5 000 (cinq mille) exemplaires

Office du Baccalauréat du Cameroun

TRAVAIL - CONFIDENTIALITE - MERITE



***Organiser les examens de langue française et délivrer
des diplômes reconnus à l'échelle internationale***

Siège Social B.P.: 13904 Yaoundé - Cameroun

B.P. : 13904 - Yaoundé

**Tél. : +237 222 30 55 66 - Télécopie : +237 222 30 55 66
courriel : officebaccam@obc.cm - Site Web : www.obc.cm**

PO BOX : 13904 - Yaounde

**Tel. : +237 222 30 55 66 - Fax : +237 222 30 55 66
E-mail : officebaccam@obc.cm - Web Site : www.obc.cm**

Institut Universitaire Siantou

Première Institution d'enseignement supérieur

L'Odyssée d'une œuvre titanesque, fruit de la vision d'un homme multidimensionnel.

Lans les arrêts taxi aménagés à Yaoundé, difficile d'y passer une seconde sans suivre, cette déclamation des citoyens en attente d'un taxi: «Siantou-Nkolndongo...» ou bien «Siantou Mvog-Mbi» ou Siantou-Biteng ou encore «Siantou-Coron». Les citadins mettent ainsi en relief et de manière quasi mécanique, l'unité d'un nom en quatre lieux «Siantou».

Un nom à la tonalité prophétique et emblématique devenu, par la force de l'histoire et des choses, un repère voire une référence dont la réputation résonne comme le son d'une trompette royale au-delà des frontières du Cameroun. «Siantou» dans le lander-nau Universitaire est un nom connu, reconnu et à la réputation établie. Siantou fait partie de notre riche patrimoine du Cameroun, qu'il est labélisé, donc interdit de contrefaçon.

L'odyssée est inaugurée en 1979 par la création de l'institut polyvalent Stella, un établissement de cours du soir. Cette lumière astrale, qui jaillit à la fin de la décennie 70, va se propager au point d'illuminer le paysage de l'enseignement privé laïc au Cameroun et d'en devenir l'Himalaya de la formation polyvalente de la jeunesse. 1987 marque une nouvelle page de l'Odyssée avec la création et l'ouverture de l'Institut Siantou secondaire de Nkolndongo. De ce temple du savoir sortiront bien de têtes couronnées du Cameroun dont la plus illustre est sans aucun doute Madame Chantal Biya, Première Dame du Cameroun.

Ce Success story du Secondaire incitera Lucien Wantou Siantou, le promoteur, à poursuivre son œuvre par l'implémentation de la vision messianique de Son Excel-

lence Paul Biya articulée autour de la professionnalisation de l'enseignement Supérieur. Aussi va-t-il créer en 1991 précisément le 16 septembre 1991 l'Institut Siantou Supérieur qui débute en cette année là avec douze étudiants repartis dans trois spécialités : Secrétariat de Direction, Techniques de Commercialisation et Informatique de Gestion. Ainsi «Siantou Mvog-Mbi» sort des fonts baptismaux et devient le tout 1er Etablissement d'Enseignement Supérieur Privé du Cameroun.

Les premiers résultats au BTS attestent que les produits formés à Siantou sont des « Best of the Best » : le major en BTS Fouapon Bename Eric en Informatique de gestion, actuellement en service à l'ONG WWF à Yaoundé ; Jean Leukefack en Techniques de commercialisation, actuellement en service en Belgique. Ainsi s'inaugure la tradition des majors. D'année en année le label «l'Ecole des Majors» prend. Et rien, mais alors rien n'arrête la marche d'un porteur de projet social vers le firmament. Comme une traînée de poudre, la réputation de l'Ecole des Majors attire et fidélise les apprenants et leurs familles.

La forte demande du corps social

amène Lucien Wantou Siantou, le féru du management formé dans les meilleures universités américaines, à introduire dans sa galaxie universitaire qui se construit, des offres de formation innovantes en adéquation avec le marché du travail.

Prompte à saisir au mieux les grandes opportunités qu'offre la politique du Renouveau sous l'impulsion de Son Excellence Paul Biya, l'Institut Siantou Supérieur se transforme en Complexe Universitaire Siantou. Cette mutation majeure qui intervient en 2005, s'accompagne de la création du Campus de Coron qui accueillera quelques mois plus tard le Ministre de l'Enseignement Supérieur, Jacques Fame Ndongo, Chancelier des ordres Académiques, à l'occasion de la cérémonie de remise des premiers diplômes infalsifiables de BTS, DSEP, HND. Ainsi se décline l'histoire d'un nom symbolique en quatre sites.

Suite à l'arrêté n°14/0418 du 04 juillet 2014 du MINESUP, le Complexe Universitaire SIANTOU devient Institut Universitaire SIANTOU et comprend trois Etablissements à savoir l'Ecole Supérieure des Technologies et Industries Siantou (ESTIS), l'Ecole supérieure de Management, de Gestion et de Communication SIANTOU (ESMS), l'Ecole supérieure des Sciences de la Santé Siantou (E4S). Ces trois Etablissements préparent au BTS, HND, Licence Professionnelle, Master Professionnel et doctorat professionnel en Technologie, Gestion, Communication Management, en Sciences de la Santé etc...

Républicain et légaliste, Lucien Wantou Siantou, dès l'entame du fonctionnement de l'Institut Uni-

versitaire Siantou éponyme, s'est conformé à l'ordre républicain demandant aux Etablissements Privés d'Enseignement Supérieur d'avoir comme tutelle académique une ou plusieurs Universités d'Etat. Ainsi l'Institut Universitaire Siantou est placée sous la quadruple tutelle des Universités de Bamenda, Dschang, Buea, et Yaoundé II. Le rayonnement de la galaxie de formation Siantou atteint les confins du monde. Que ce soit en occident, en orient, en Afrique et partout ailleurs dans le monde, il n'y a aucun es-

pace dont l'évocation Siantou créerait un effet de surprise.

Il ne peut être autrement tant les produits sortis de la galaxie Siantou se retrouvent partout, dans tous les secteurs et les hiérarchies sociales. Sans être exhaustif, deux faits étayent valablement ce propos. D'abord, selon un classement d'une ONG agréé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, l'Institut Universitaire Siantou est le leader des Institutions universitaires en terme de formation et de placement des meilleurs produits dans le marché de l'emploi tant au niveau national qu'international, puis Assan Ben Silla Bakary, ancien ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement tchadien est un produit de l'Institut Siantou supérieur, sorti de la filière Information et Communication, option Journalisme.

Rosine Nkonla Azanmene

Lucien Wantou S

On pourrait dire de Lucien Wantou Siantou qu'il est le major des majors, lui qui a passé sa vie à la promotion de l'enseignement privé, secondaire, puis supérieur. Cet enseignant charismatique est aussi un homme politique adulé. Dans le département du Haut-Nkam dont il est député à l'Assemblée nationale, d'aucuns voient en lui un modèle politique. « Il a la réputation de bien faire tout ce qu'il fait », justifient ses camarades du parti en relevant qu'il n'a jamais perdu dans sa circonscription politique de Bakou. Porte étendard du RDPC, son parti n'a jamais perdu dans cette circonscription politique aux scrutins pré-

side
dep
ralis
sou
Siar
pou
des
Bak
est
RDI
du C
moi
Wa
fin s
et c
fair
de
tair
futa



ur du Cameroun

L'Ecole des Majors

Depuis sa création en 1991, le tout 1^{er} IPES du Cameroun, rafle les premières places aux différents examens. Ses produits rayonnent à travers le monde.

Comme c'est le cas depuis 26 ans, cette année encore, l'Institut universitaire Siantou s'est encore distingué aux examens nationaux. Avec un total cumulé de 1 600 lauréats au BTS, DSEO, et HND, l'institut s'en sort avec 19 majors nationaux, 21 vices majors nationaux, quatre mentions excellent, 29 mention Bien, 100% de réussite dans sept spécialités. Ses lauréats se comptent par centaine sur le marché de l'emploi et occupent pour la plupart, des postes-clés au sein des entreprises nationales et internationales. L'histoire de cet ancien étudiant devenu haut cadre à la firme française INGE, en est une illustration forte. C'est avec une légitime fierté que Lucien Wantou Siantou raconte : « Après sa licence professionnelle en informatique de gestion à l'Institut Siantou Supérieur, Roméo Nintcheu s'est inscrit en cycle de master à l'Université de Paris II à Créteil. Parallèlement, il a décroché un stage dans l'une des plus grandes firmes françaises, INGE, spécialisée dans les énergies renouvelables. Il y officie comme haut cadre.

Le PDG se souvient par ailleurs que lorsqu'il ouvre la filière électronique en 1993, il a un effectif de 6 étudiants. A la fin de la 2^{ème} année, 5 d'entre eux réussissent leur Brevet de Techni-



rien Supérieur (BTS). Quelques temps après, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) lance un concours de recrutement de 5 électroniciens. « Sur la multitude de candidatures enregistrées, les 5 candidats retenus au final sont mes 5 étudiants », se réjouit Lucien Wantou Siantou. La même année, le 6^{ème} étudiant recalé au BTS, décroche le concours de Saint Cere, la célèbre école militaire française. C'était en 1995.

Un autre pari remporté, c'est l'ouverture de la filière Journalisme avec son studio-école devenu une fréquence urbaine qui compte à Yaoundé : la RTS. La

Radio Tieméni Siantou est ouverte au départ pour servir de cadre à la pratique des étudiants. Le ministre de la Communication de l'époque, Jacques Fame Ndongo invité à RTS en 2000 est impressionné par la qualité des équipements, le talent et l'enthousiasme des élèves-journalistes. Il propose au promoteur de solliciter l'autorisation d'ouverture d'une FM. En journalisme, la RTS a été et demeure une pépinière. Bouba Gomna (Canal 2), Albert Ledoux Yondjeu (Equinox, aujourd'hui à Eneo, Polycarpe Essomba (RFI), Jules Domche (Vox Africa) –Cyrille Bojiko (Radio Balafon), Paul Mahel,

Paulin Mbala, Bonny Philippe, sont des talents fabriqués à RTS. Plus des 2/3 d'entre eux sont des anciens élèves en journalisme de l'Institut Siantou supérieur, rappelle Mesmin Kanguelieu, directeur à l'IUS qui ajoute : « Les produits Siantou tiennent le haut du pavé dans les autres métiers moins populaires : la banque, informatique, électronique, mécanique, la comptabilité, etc. Même au sommet de l'appareil étatique, on les trouve, ayant fait leur cycle secondaire ou supérieur dans l'empire. Son promoteur ne rate jamais l'occasion de rappeler que la Première dame du Cameroun est passé par « Siantou ».

Hassan Ben Sylla Bakary, l'ancien ministre de la Communication du Tchad est un pur produit de l'Institut Siantou Supérieur, sorti de la filière Information et Communication, option Journalisme. Comment oublier le Prix RFI-Jeanne Hélène 2010, remis à Paris par une icône mondiale, Patrick Poivre d'Arvor (PPDA) à votre humble servante ? Qu'on me pardonne, de saisir cette opportunité pour dire un simple Merci à l'IUS !

Rosine Nkonla Azanmene

tu Siantou : un acteur politique adulé

sidentiel, législatif et municipal depuis le retour des élections pluralistes en 1992. Nos informateurs soulignent que Lucien Wantou Siantou a toujours eu le plus grand pourcentage du département lors des élections. Ancien maire de Bakou, ce grand homme politique est aussi président de la section RDPC Haut-Nkam Est et membre du Comité central du RDPC. En un mot comme en mille, Lucien Wantou Siantou est une icône, un fin stratège, un manager passionné et clairvoyant qui met son savoir-faire et son savoir-être au service de son pays. La galaxie universitaire Siantou en est la preuve irréfutable.



Le Major Hassan Ben Sylla Bakary

Ancien étudiant (à droite) de l'Institut Siantou supérieur, filière Journalisme, il fut nommé ministre de l'Information et de la Communication, porte-parole du gouvernement tchadien le 18 août 2011.

Ici avec le président général de l'Institut universitaire Siantou. Son destin ministériel a sans doute commencé à se nouer à Siantou Supérieur



Publi Reportage

Technologie de l'information et de la communication

Un Centre MultiMedia pour le Haut-Nkam et le Nkam

Le don de la Fondation PUENE Françoise à la jeunesse de ces deux départements est logé à l'Université internationale Jean Paul II de Bafang.

Autorités administratives, religieuses, politiques, traditionnelles, enseignants et étudiants ont assisté nombreux à la célébration pontificale au cours de laquelle les clés du Centre MultiMedia de l'Université internationale Jean Paul II (UIJP) ont été solennellement remises à leurs bénéficiaires samedi, 24 novembre dernier à la cathédrale de Bafang. D'un côté Françoise PUENE, une élite connue sous le petit nom de "Mami Nyanga", promotrice de la Fondation éponyme, donatrice ; de l'autre Mgr Abraham Komé, évêque du diocèse de Bafang, recteur de l'UIJP. C'était avant tout, une fête de la promesse tenue. Le 07 août 2015 en effet, "Mami Nyanga" s'engageait au cours de la messe d'ouverture de l'UIJP à construire et à équiper un Centre MultiMedia au profit du Nkam et du Haut-Nkam. Ce 24 novembre le joyau était présenté au public.

Un bâtiment construit sur une superficie de 200 m². Deux salles fonctionnelles, un espace de convivialité avec cafétéria, des or-



dinateurs de 3e génération, deux photocopieurs professionnels haut de gamme, un vidéo projecteur professionnel, cinq tablettes du type RM, un téléviseur Led 32 pouces, un routeur de 450 mb/s, des logiciels pour apprentissage des langues, une bibliothèque aménagée, tel est l'équipement offert.

Femme politique, Mami Nyanga affirme, qu'elle a aussi été motivée par le président Paul Biya, qui, le 31 décembre 2015 soulignait la nécessité de rattraper le retard dans l'économie numé-

rique en ces termes : « Celle-ci est un véritable accélérateur de croissance, en plus d'être une véritable niche d'emplois nouveaux pour notre jeunesse. Nous devons pouvoir tirer avantage pleinement ».

« En tant qu'un "lieutenant" du RDPC, je suis passée à l'action », se réjouit-elle.

Avec le Centre MultiMedia, toute la jeunesse des départements du Nkam et du Haut-Nkam a désormais une fenêtre ouverte sur le monde. Le E-learning ne sera plus un mystère pour elle. S'agissant

des paysans et agriculteurs de ces localités, il est question d'explorer désormais le E-commerce, vendre en restant sur place. En un clic, les produits des champs sont présentés aux acheteurs dans une vitrine numérique et vendus par la même magie.

"Mami Nyanga" n'est pas étrangère aux souffrances du monde rural. Paysanne à la base, elle s'est battue comme une lionne pour, non seulement sortir de la précarité, mais compter parmi les opérateurs économiques les plus fûtés du Cameroun. Elle est propriétaire de Franco Hôtel, un des établissements hôteliers chics de Yaoundé. Elle ne rate pas l'occasion de tendre sa main pour tirer les autres vers le haut. C'est le sens de son don et le sens de bien d'autres actes de générosité qu'elle multiplie à souhait, à l'instar du financement des microprojets des certaines couches vulnérables.

JAFEC en action... ici avec l'ambassadeur de la Turquie au Cameroun



Institut Universitaire du Golfe de Guinée

Des mutations adaptées au marché

L'IUG propose des formations en cohérence avec les exigences en matière de gouvernance académique.

Au commencement en 1993, était l'Ecole supérieure de gestion. Elle engage son décollage avec sept étudiants. Une année mémorable au Cameroun du fait de l'ouverture de l'enseignement supérieur aux promoteurs privés. Pendant son cheminement, cette institution s'enrichit de deux autres établissements, notamment l'Institut supérieur des technologies avancées (ISTA), et l'Institut des sciences appliquées (ISA). Ces différentes mutations ont aussi favorisé le changement de dénomination et la naissance de l'Institut universitaire du Golfe de Guinée (IUG) en 2011.

Situé dans le troisième arrondissement de la ville de Douala, au lieu-dit PK 8, cet IPES est né de la volonté d'un homme qui a cru à sa vision futuriste d'accompagner les pouvoirs publics dans la mise en œuvre des politiques de la professionnalisation des enseignements. Louis-Marie Djambou, enseignant de formation, a fait le choix d'investir dans l'éducation de la jeunesse camerounaise et même africaine. Depuis près de 25 ans, cet établissement qui est en perpétuelle mutation, dispose d'un corps enseignant constitué de plus de 350 personnes dont une trentaine d'enseignants permanents et environ 5000 étudiants, dont 150 étrangers en majorité originaire d'Afrique centrale. Avec la vision d'un enseignement supérieur moderne, professionnalisé et ouvert sur la société et le monde, l'IUG a apporté des réponses adéquates à l'exigence de production du savoir, du savoir-faire et du savoir-être. Il s'emploie ainsi à la production de la ressource humaine quantitative et qualitative pour le Cameroun, voire la sous-région. Une gamme variée de formations bilingues est offerte à l'IUG. Celles-ci débouchent sur le Brevet de technicien supérieur (BTS), la licence professionnelle et le Master professionnel. Les futurs étudiants ont le choix entre les filières commerce et vente, gestion, carrières juridiques, in-



formation et communication, génie civil, mécanique, informatique, thermique, réseaux et télécommunications, études médico-sanitaires, sciences et techniques biomédicales, études médico-sanitaires, etc.

Infrastructures

Des mutations adaptées au marché

Al'entame du chemin qui mène vers cet établissement privé placé sous la tutelle académique de l'Université de Dschang, le visiteur ne sait pas ce qui l'attend au bout. A quelque 300 mètres de la route principale, se dresse majestueusement l'Institut universitaire du Golfe de Guinée de Douala. A l'entrée du campus principal, sur les trois que compte cet IPES, des étudiants sont en pleine conversation au sujet d'une épreuve qu'ils viennent de passer. Ils sont en plein examen. Dans la cour, du matériel roulant aux effigies de la structure. A part le bloc administratif, l'IUG possède 108 salles de classe, un amphithéâtre de 700 places, neuf salles informatiques de 20 postes chacune, 11 ateliers spécialisés pour la filière industrielle et technologique, trois laboratoires pour la filière paramédicale. Il y a également un centre de santé universitaire doté d'un service d'urgences, d'un laboratoire d'analyses mé-

Le volet recherche n'est pas en reste, avec la préparation au doctorat ou à la recherche postdoctorale. Les objectifs sont à présent tournés vers l'agro-pastoral. « L'ambition est d'aller le plus loin possible. Nous ne mé-

nagerons pas d'efforts pour le bon accomplissement de l'exaltante mission qu'est l'éducation », déclare Louis-Marie Djambou.

Véronique MBETSEH

dicales, d'une unité d'écoute-conseil, d'une parapharmacie, d'une unité de radiologie. Aux commandes, un médecin généraliste, un médecin radiologiste, un psychologue permanent et une travailleuse sociale pour le volet psychosocial.

L'Iug a également intégré des services innovants dans le domaine de la valorisation de la formation et de la recherche, en mettant en place une banque ou usine numérique des savoirs, correspondant à la production et à la capitalisation de la production des enseignants, des chercheurs et des étudiants. A ce sujet, une bibliothèque numérique intégrant les ressources acquises ou produites en interne est fonctionnelle. L'enjeu étant la constitution, la gestion et la valorisation du patrimoine numérique de l'institution. Les trois premiers campus seront bientôt complétés par un quatrième.

En créant l'IUG, son fondateur avait en tête d'adapter la forma-

tion aux besoins réels du marché de l'emploi. Les formateurs expliquent que les filières commerce et vente, gestion, génie civil, mécanique, informatique, thermique, réseaux et télécommunications, études médico-sanitaires, sciences et techniques biomédicales, études médico-sanitaires, entre autres, sont fortement demandées sur le marché. Ainsi, l'IUG dispose-t-il d'une direction des stages et de l'insertion professionnelle qui gère un partenariat serré avec les entreprises. L'objectif étant de placer les étudiants dans les différentes entreprises en stage académique, et accompagner les lauréats dans la recherche d'emploi ou l'auto-emploi. Il faut aussi souligner que nombre d'anciens étudiants sont aujourd'hui installés à leur propre compte et valorisent ainsi, chacun à sa manière, la qualité de la formation reçue de l'IUG.

V.M

Publi Reportage

Ambam (Vallée du Ntem)

Le marché moderne de Meyo-centre opérationnel

Ce complexe commercial a été inauguré en septembre dernier.



Un complexe commercial étalé sur plus de 3 hectares de part et d'autre de la grande route du village. 50 boutiques, un forage de 65 m de profondeur pour alimenter un château d'eau d'une capacité de 20 000 litres d'eau, un groupe électrogène de 55 KVA flambant neuf pour l'électrification du site, des toilettes modernes, communes ou incorporées. Tel se présente le nouveau marché moderne de Meyo-centre, village situé dans l'arrondissement d'Ambam. Un don d'une élite et élu de la Vallée du Ntem. L'honorable Emmanuel Mbiam, député à l'Assemblée nationale n'a pas lésiné sur les moyens puisque l'investissement est évalué à 150 millions de F Cfa. « Un investissement social à fonds perdu pour le bien des populations », a commenté le donateur. Ce marché est aussi doté d'un grand bar construit sur le modèle de "Saloon" des Western, avec un podium et un espace pouvant contenir un public nombreux. L'objectif est d'envisager des programmations des concerts, des festivals culturels voire des luttes traditionnelles pour animer le village à fréquence régulière. Les pièces commerciales sont d'usage multiple : cases de passage pour les visiteurs, boutiques, magasins-dépôts pour les grossistes, etc.

« Il n'y a pas de développement sans le soutien des natifs. Me Emmanuel Mbiam a fait sa part il reste aux bénéficiaires de faire vivre ce marché et d'en faire un grand rendez-vous commercial



du département », a conseillé Anderson Quetong Kongeh, préfet de la Vallée du Ntem, qui présidait la cérémonie d'inauguration mardi dernier. Pour faire de Meyo-Centre le poumon économique souhaité, les autorités ont appelé les jeunes à plus d'effort dans les travaux champêtres pour ravitailler le marché. Selon Hyacinthe Mba Mbo, le maire de la commune de Meyo-Centre, le contexte de veille d'élection présidentielle en rajoute à l'éclat du don, lequel est la preuve que l'objectif d'atteindre l'émergence en 2035, prôné par le président de la République, est pris à bras le corps par des élites engagées. Outre le complexe commercial inauguré, Me Mbiam a déjà construit et rétrocédé à l'Etat, une école primaire bilingue et un centre de santé à Mbelemam, non loin de Meyo-centre. De même une vaste étendue de palmeraie à perte de vue existe pour occuper les jeunes.

Les chefs traditionnels ont salué cette générosité et ont fait de leur fils-bienfaiteur, leur notable.

Les autorités religieuses quant à elles, ont confié le don et le donateur au Très Haut. Une dizaine d'artistes parmi lesquels Pasto, Calvino, Patou Bass ont célébré

leur marché moderne dans un concert qui témoigne déjà de la promesse des fleurs.

« Un facteur de développement pour toute la Vallée du Ntem »



Pr. René Joly Assako
Assako, vice recteur de
l'Université de Douala.

« Le regard que je porte sur ce centre commercial est positif et admiratif. C'est un facteur de développement pour toute la Vallée du Ntem. Meyo-Centre, à travers ce marché, peut être un grand pool de concentration des vivres collectés dans différents bassins de production au Cameroun pour desservir la Guinée équatoriale et le Gabon voisins. Les populations locales devraient tirer le meilleur profit de ce don. Ils doivent comprendre que c'est un appel à la relance de l'agriculture. Il faut qu'ils retournent au champ. Il y a de vastes étendues de terrains ici qu'on doit mettre en valeur. L'agriculture est un grand facteur de production des richesses. Le Gabon et le Guinée équatoriale sont un marché sûr ».

Un modèle original

Deux ans de formation au campus de Vogt, puis trois ans dans une école partenaire en France.

1 2h. C'est l'heure de la pause à PrépaVogt. Les jeunes apprenants sortent des salles de cours. Impossible de ne pas remarquer leur habillement : veste-cravate pour tous les garçons. Les filles sont aussi en tenue soignée. Moïse Sado Tamo, responsable de la communication confie qu'il existe une charte vestimentaire ici. Les lundis et les mercredis, les élèves sont dans un style d'habillement qui change les mardis, les jeudis et les vendredis. L'autre particularité de PrépaVogt réside dans son concept. Certes, l'école est enregistrée au ministère de l'Enseignement supérieur comme un institut privé d'enseignement supérieur (IPES), mais la formation qu'elle offre commence à Yaoundé pour ses deux premières années et s'achève en France dans de grandes écoles d'ingénierie, de commerce, de finance et désormais de science politique. L'institution est créée au hasard d'une rencontre entre deux

Français en 2005. Le père Jean Hervé, principal du collège Vogt de l'époque et Claude Guillermet, directeur à l'époque aussi, de l'Ecole supérieure des ingénieurs en génie électrique de France (Esigelec). Claude Guillermet apprécie les performances des élèves venus du Cameroun, sélectionnés au terme d'un concours hébergé par le collège Vogt. L'idée de créer PrépaVogt naît et se concrétise l'année suivante avant d'être formalisée au Ministère de l'enseignement supérieur en 2007. Comme son nom l'indique, PrépaVogt offre aux étudiants une formation dans les classes préparatoires intégrées de ses écoles-partenaires. Une fois les deux années validées, l'élève accède directement et sans concours en 3^e année, dans l'une des écoles installées en France.

PrépaVogt a commencé en 2006 par l'ingénierie avec la préparation à l'entrée dans les institutions telles que l'Institut d'ingénierie informatique de Li-



moges (3il), l'Ecole supérieure multinationale des télécommunications (ESMT) de Dakar, l'Ecole supérieure des ingénieurs en génie électrique (Esigelec), l'Ecole française d'ingénieurs généralistes et l'Ecole d'ingénieurs en plasturgie industrielle. Puis, on a intégré en 2013 le management et la finance avec l'Ecole supérieure des sciences commerciales d'Angers (Essca). Depuis 2014, la filière Lettres et sciences politiques est ouverte avec l'intégration dans le pool des partenaires d'une nouvelle école : Ircom d'Angers.

L'accès à PrépaVogt se fait sur

concours en deux phases : écrite et orale. Ils sont nombreux les parents qui estiment que le projet est bien pensé pour plusieurs raisons. En commençant la formation au Cameroun, on donne la chance à l'enfant de partir pour d'autres horizons à la maturité. Car certains enfants réussissent le bac très jeune, à 16 ans. A cet âge, ils n'ont pas la maturité nécessaire pour continuer sereinement l'école loin des parents. On estime aussi que trois ans de formation à l'étranger au lieu de cinq reviennent moins cher.

Jeanine FANKAM

L'Institut Saint-Jean

L'informatique a son école

Il existe depuis 2016 et est créé par la congrégation Saint Jean qui gère le collège Vogt et PrépaVogt.

Situé au quartier SIMBOCK (Etok Koss) non loin de l'Ecole supérieure internationale de guerre de Yaoundé, l'Institut Saint Jean est une école d'ingénieurs en Informatique qui se place dans une perspective de formation intégrale de ses étudiants. « Nous voulons former des gens à la tête bien faite, leur donner des diplômes de qualité. Mais aussi un emploi ou leur permettre d'en créer, le cas échéant. Beaucoup de problèmes dans la vie de famille viennent généralement du manque d'opportunités professionnelles », renseigne le Père Jean Hervé, ex-principal du collège Vogt et fondateur-directeur de cette école qui fonctionne sous la double tutelle académique de l'Université de Yaoundé I à travers l'Ecole nationale supérieure Polytech-

nique (ENSP) et l'Université technologique de Troyes (UTT). Au terme de leur cursus, les étudiants reçoivent un double diplôme constitué d'un Master II en Ingénierie décerné par l'ENSP et un diplôme universitaire de l'UTT. A l'Institut Saint Jean, en cycle court, on obtient une Licence professionnelle en trois ans. Pour l'instant, -mais pour peu de temps encore seulement, précise son fondateur- l'Institut se consacrera à la formation des ingénieurs en Informatique, uniquement. Ce choix n'est pas anodin, le domaine de l'Informatique se prête à l'émergence d'entreprises. « Nous avons voulu commencer par là parce qu'au regard des priorités nationales, sous-régionales et même régionales, les TIC sont le meilleur bassin de l'emploi. C'est là où l'accélérateur technique et

technologique fonctionne au plus haut degré ; où les besoins en compétences sont les plus flagrants et les plus exigeants. De même que le suivi des progrès de la technique », explique le fondateur.

L'accès au cycle de Licence professionnelle se fait sur étude de dossiers et un entretien individuel du candidat. L'entrée en cycle d'ingénierie se fait quant à elle sur concours ouvert exclusivement aux bacheliers des filières scientifiques anglophones et francophones. Ici, une triple note est attribuée au candidat et correspond : à son dossier scolaire, son examen et à l'entretien individuel au cours duquel sont testés les motivations, l'engagement de l'élève, sa projection dans le futur, etc. Il est possible de passer de la Licence professionnelle au cycle de Mas-

ter. Le coût de formation en cycle de licence professionnelle s'élève à 675 000 FCFA par an. Soit, 625 000 dont 25 000 représentant les frais d'inscription à l'école et 50 000 FCFA payer directement à la tutelle académique qu'est l'Université de Yaoundé I. Les deux premières années du cycle d'ingénieurs s'élèvent à 1 175 000 FCFA/an duquel sont déduits 100 000 FCFA reversés à l'UTT et 50 000 FCFA pour Yaoundé I. De la 3^e à la 5^e année, il faut déboursier 1 475 000 FCFA dont 400 000 FCFA pour l'UTT et 50 000 FCFA pour l'Université de Yaoundé I. L'Institut ajoute à sa gamme de formation, des certifications (Microsoft, etc.) plus crédibles pour les employeurs parce que traduisant d'après eux, un savoir-faire pratique.

Nadège Christelle BOWA

Université Catholique d'Afrique Centrale

La touche du Saint-Siège

Plus d'un quart de siècle que l'UCAC existe. Ses étudiants s'arrachent.

Ambiance studieuse au campus d'Ekounou, l'un des cinq sites de l'Université Catholique d'Afrique Centrale (Ucac). La bâtisse d'Ekounou (Yaoundé) répond aux mêmes standards que les campus de Nkolbisson, de Douala et de Pointe-Noire au Congo. Yaoundé, Douala et Pointe-Noire abritent cette année académique près de 6 000 étudiants dans 7 facultés : Théologie, Philosophie, Droit canonique, Sciences sociales et de gestion, l'Ecole supérieure des sciences de la santé à Yaoundé, l'Institut supérieur des Technologies d'Afrique centrale. D'après le Révérend abbé Jean-Bertrand Salla, le recteur, l'institution est créée dans l'optique de la promotion de leaders mus par l'amour de l'Afrique et pouvant se distinguer à l'échelle mondiale. On apprend ainsi que le département de Droit Canonique forme des Canonistes pour des églises du Gabon, de la Guinée équatoriale, de la République centrafricaine, du Tchad, du Cameroun et des deux Républiques du Congo. Ce département, en partenariat avec la faculté de Droit Canonique de l'Institut catholique de Paris, met l'accent sur le droit des églises dans le contexte africain. A l'avenir, il se transformera en une faculté de Droit, orientée vers l'exercice des métiers de droit, très sollicités dans les diocèses. Les étudiants de la faculté de philosophie suivent un cursus de Licence-Master-Doctorat, en attendant l'ouverture de l'unité de formation en Sciences de l'éducation. A quelques pas de là, nous ouvrons la porte d'un laboratoire de recherche d'une expression africaine de la foi chrétienne, un haut lieu de dialogue entre les croyances religieuses et les grands problèmes de notre continent. Ce laboratoire est un espace de la faculté de Théologie, qui offre un parcours Licence-Master-Doctorat, et qui entend autonomiser l'école de formation pour les laïcs. La même enceinte reçoit les étudiants de la faculté des Sciences sociales et de gestion, corrélativement avec le campus d'Ekounou. Mais au quartier



Messa, notre attention est retenue par l'Ecole supérieure des sciences de la santé. Le Pr. Benjamin Alexandre Nkoum, son directeur parle des deux divisions : la première qui forme les aides-soignants, les sages-femmes, les infirmiers diplômés d'Etat, les techniciens médico-sanitaires en analyses médicales. La seconde délivre des licences et masters en sciences infirmières, en immunologie, en santé publique, en santé de reproduction, en gestion hospitalière, en médecine

des urgences et des catastrophes et en anesthésie.

Le corps enseignant confirme que l'Ucac applique la formation par alternance (théorique et pratique). Le staff dirigeant de l'Ucac ne tarit pas d'éloges à l'endroit d'autres facultés, notamment l'Institut supérieur des Technologies d'Afrique Centrale (IST-AC), qui forme des techniciens et des ingénieurs sur les campus de Pointe-Noire et de Douala. La création d'antennes locales dans

les villes Kinshasa et Bangui est en projet. L'Ucac, "c'est aussi la formation continue diplômante", nous dit Khétiwé, cadre d'une entreprise parapublique, et bénéficiaire d'une offre destinée à des professionnels. La dame suit un cursus faisant appel à des outils pédagogiques à travers un modèle favorisant l'éclosion des potentialités des apprenants et le renforcement de leurs responsabilités managériales.

Christèle Boudjiéka

Des infrastructures, encore et encore

27 ans déjà. L'institution est l'une des deux universités privées confessionnelles reconnues au Cameroun.

L'Université catholique d'Afrique centrale (Ucac) n'a pas encore fini d'écrire ses lettres de noblesse en qualité d'infrastructures. Celles qui existent forcent déjà l'admiration, mais le meilleur est à venir. La rentrée solennelle du 24 octobre dernier a été marquée par la pose d'une pierre : celle du chantier du bâtiment devant abriter la future faculté des Sciences juridiques et politiques au campus d'Ekounou-Ayé. L'ouverture de cette faculté est un motif réel de joie et d'espérance : il s'agit d'une croissance en capacité d'accueil, en opportunité de formation et en amélioration des conditions de vie de nos personnels », a confié le recteur, l'abbé Jean Bertrand Salla.

Il a aussi révélé que parmi les points saillants du plan de développement de l'Ucac figure en bonne place la construction d'un Centre hospitalier universitaire catholique. Il sera implanté sur la route de Mfou, une bourgade de Yaoundé et annexé à l'Ecole des Sciences de la santé de Messa qui fait déjà la fierté des institutions de formation en médecine au Cameroun. L'objectif est de permettre aux techniciens médico-sanitaires de disposer à brève échéance d'un lieu où la théorie médicale se conjugue avec la pratique.

L'extension de l'Ucac dans les pays membres est une préoccupation pour l'équipe dirigeante et l'abbé Jean Bertrand Salla affirme que son équipe a pris le projet à cœur en l'intégrant dans le plan de développement de l'institution. « Tenir à la fois le pari de l'accroissement infrastructurel et celui de l'excellence pédagogique est une préoccupation autour de laquelle se mobilisent les énergies et le savoir-faire », a encore souligné le recteur. A l'Ucac, l'excellence académique, la responsabilité éthique, la compétence sont adossées sur des valeurs morales. 27 ans déjà que l'aventure dure. L'institution est érigée par l'association des conférences épiscopales de l'Afrique centrale composée de la RCA, du Congo, du Gabon, de la Guinée équatoriale, du Tchad et du Cameroun. La doléance de la création fut soumise au Pape Jean Paul II en août 1985, alors qu'il effectuait une visite au Cameroun. L'institution compte cinq campus à Yaoundé, Douala et Pointe noire au Congo. Elle forme les théologiens, les philosophes, les spécialistes du droit canonique, les sociologues, les anthropologues, les banquiers, les médico-sanitaires, les ingénieurs, etc.

L'Ucac bénéficie d'un accord signé entre le Cameroun et le Saint-Siège en juillet 1989. Elle fait partie des deux universités privées confessionnelles reconnues au Cameroun.

JF

SOS : l'Institut se meurt

On connaît le passé glorieux du groupe. Le patrimoine et la qualité de la formation imposaient le respect et l'admiration. Son promoteur est mort, le projet lutte contre le temps.

Nous sommes à la mi-août au campus Tropicana de l'Université de Yaoundé-Sud. Marie Honorine Mbida, directrice du Brevet de technicien supérieur (Bts), du diplôme supérieur d'études professionnelles est sollicitée par de potentiels étudiants qui viennent obtenir des renseignements sur les modalités d'inscription. Pour les responsables de l'établissement, il est important d'être de bon ton. Car depuis sa création en 1992, l'Institut Ndi Samba Supérieur a perdu de sa superbe. « A mon arrivée ici en 2008 en tant qu'enseignante de la filière Banque, il y avait près de 3000 étudiants et le fondateur trouvait que les effectifs étaient en baisse. Aujourd'hui, on en a une centaine », se souvient Marie Honorine Mbida, nostalgique. A peine l'effectif d'une salle de classe de ces années-là.

Des sources proches du ministère de l'Enseignement supérieur confient qu'en 1992 un arrêté autorisait son ouverture. Pendant environ quatre ans, l'établissement aurait fonctionné en cours du soir dans son annexe de Mvog-Ada, avant de s'installer en 1996 dans son campus du Carrefour des carreaux et entre 2000-2001 dans celui de Tropicana. Puis à Yaoundé, le réveil de la concurrence sonne avec la libération de l'enseignement supérieur privé. En plus de la concurrence, Marie Honorine Mbida ajoute que ces dernières années, la maladie puis le décès du fondateur, mais aussi des conflits familiaux, ont freiné l'intensité des activités. Pour elle, « quand un fondateur meurt, les parents perdent confiance et ils ne veulent pas croire aux nouveaux dirigeants. Ils attendent que ceux qui ont repris les rênes soient à la hauteur. Personne ne veut inscrire son enfant dans un environnement d'incertitude. » Les changements ne sont pas seulement visibles à travers la chute des effectifs. Il y a également les infrastructures en décrépidité à vue d'œil et de moins en moins attirantes. Elle est bien loin la belle époque des ateliers pratiques des filières Télécoms et réseaux, Journalisme, entre autres. Des ateliers qui, fournis d'un matériel à la pointe,



A Ndi Samba Supérieur, on est passé de trois mille à... cent d'étudiants.

faisaient de nombreux envieux dans le système éducatif national. Une antenne-relais, vestige du passé et trônant au-dessus du forage au sein du campus de Tropicana, rappelle les grandes

heures de la Radio Lumière et de la télévision Samba TV. La baisse vertigineuse des effectifs a conduit à la création d'un établissement secondaire "bis" à l'intérieur du campus universi-

taire, auxiliaire de celui situé à Mvog-Ada. Des dizaines de classes du BTS ont dû fermer. Même le site du Carrefour des carreaux vers l'ancien Aéroport reste péniblement debout. Avec des ateliers non opérationnels, les bâtiments défraîchis, la nature qui y reprend ses droits et crée un environnement insalubre et désolant. C'est avec une larme que les personnes qui ont connu le printemps de l'Institut Samba supérieur posent leur regard sur les vestiges actuels. Et pourtant ce gigantesque patrimoine peut revivre de mille façons et rendre éternel un pionnier, un géant qui a tout donné pour contribuer à bâtir l'excellence scolaire et académique dans l'enseignement privé. Il faut sauver... Ndi Samba supérieur !

Monica NKODO

Portrait

Joseph Ndi Samba L'éducation, une vocation

Le patriarche de regrettable mémoire a fait de l'enseignement, sa principale œuvre.

La communauté éducative a perdu un de ses piliers les plus solides le 13 mai 2016. Joseph Ndi Samba, fondateur de l'Université de Yaoundé-Sud, disparaissait à l'âge de 80 ans, après un long combat contre la maladie. Mais toute sa vie, cet homme passionné par l'éducation des jeunes, a livré une véritable bataille pour la qualité de l'instruction. Celle-là, il l'a remportée avec bravoure, non sans esquisser de nombreux obstacles : le prix à payer pour l'innovation, l'audace de courir le risque. Quand il fonde l'Institut Ndi Samba Supérieur en 1992, il est parmi les tout premiers promoteurs à se lancer dans une aventure d'Institut privé d'enseignement supérieur (IPES) au Cameroun. Joseph Ndi Samba savait s'entourer de professionnels et tirer d'eux le meilleur des nectars. Une carte qu'il sort quand le ministre de l'Enseignement supérieur lui réclame une liste de programmes académiques bien ficelée pour lui accorder une autorisation d'ouverture.

Marie Honorine Mbida, directrice des BTS, du DSEP et des licences professionnelles depuis 2013 à Yaoundé-Sud, se souvient de cette époque où personne ne croyait en une université privée. « Pour relever ce défi, Monsieur Ndi Samba avait appelé un staff d'experts pour chacune des filières. Ces derniers avaient pour mission de proposer des programmes à soumettre ensuite au ministère de l'Enseignement supérieur. Ils ont réussi et le fondateur a eu l'autorisation d'ouvrir le tout premier IPES du pays », rappelle-t-elle. Au fil des années, Joseph Ndi Samba a formé à travers son groupe, des milliers de jeunes Camerounais, devenus par la suite de véritables pépites pour le pays dans différents secteurs. Avant l'IPES, "papa Ndi" avait déjà



Joseph Ndi Samba, personnage historique de l'éducation au Cameroun.

un long passé dans ce domaine, notamment dans le secondaire. Comment évaluer l'existence de l'Institut Samba secondaire qu'il fonde en octobre 1968 ? Pendant plusieurs années, n'entrait pas à l'Institut Samba secondaire qui veut. Le collège était le symbole de la discipline et de la réussite.

L'épanouissement intellectuel de la jeunesse camerounaise, il en a fait un principe de vie. Son attachement à cette frange de la population n'est pas une surprise pour ses proches. Comme le déclarait sa fille Claire Ndi Samba à l'époque de son décès, « ce chef de famille et patriarche était tout pour ses enfants qu'il a élevés dans la dignité et la sobriété. Il

était un homme de principes. Il mettait l'accent sur les valeurs humaines, l'amour du prochain, le respect des aînés, la rectitude morale... » L'ensemble de son accomplissement prouve bien que ses enfants n'étaient pas seulement ceux sortis de ses entrailles.

Joseph Ndi Samba était aussi un adepte de la communication. Il s'investissait personnellement dans les activités de Radio Lumière et de la télévision Samba TV, pionnières aussi dans l'audiovisuel privé. Président de l'Association des promoteurs des Instituts privés d'enseignement supérieur, secrétaire à l'éducation privée laïque au ministère des Enseignements secondaires, en plus d'être un homme de l'éducation, il était aussi un redoutable homme politique. Il était sénateur suppléant et maire de Nkol-Metet, dans le département du Nyong-et-So'o, région du Centre (il l'était au moment de sa disparition). La maladie ne lui a pas permis d'achever une autre de ses plus belles ambitions : créer la Fondation Joseph Ndi Samba.

Monica NKODO

CERCO

L'exemple qui vient du Bénin

Dans le cadre de la réalisation de ce dossier et dans une approche comparative, nous avons jugé nécessaire de voir ce qui se passe ailleurs. Comment les instituts privés d'enseignement supérieur fonctionnent-ils dans les autres pays africains et quel est leur impact sur le système académique national et international ? Nos recherches documentaires nous ont permis de découvrir un groupe bien connu sur le continent et au-delà, pour son envergure. Il s'agit de CERCO, un réseau d'instituts supérieurs dont le fondateur est Alain Capo Chichi, un entrepreneur béninois.

Ce puissant groupe universitaire a commencé tout petit, par la création d'un collège d'enseignement secondaire, avant d'étendre ses tentacules dans le supérieur. Aujourd'hui, CERCO fait même dans la fabrication des ordinateurs-portables et des tablettes. Le groupe est installé non seulement au Bénin, mais aussi au Mali, en Côte d'Ivoire, en France et en... Chine ! CERCO a l'intention d'être un leader mondial dans l'enseignement supérieur. Comme invité, son promoteur, Alain Capo Chichi, est présent dans les grandes chaînes internationales de télévision, pour raconter son expérience et partager sa vision de l'enseignement supérieur en Afrique. Pour



Alain Capo Chichi, le fondateur de CERCO.

lui, enseignement supérieur doit intimement être lié à l'entrepreneuriat. L'université doit enseigner à entreprendre, à répondre à des besoins, apporter des solutions aux problèmes. Alain Capo Chichi prévient d'ailleurs qu'entreprendre, c'est prendre des risques. Il encourage les jeunes à se jeter à l'eau. Il sait qu'« il est difficile pour un jeune d'oser dans un environnement complexe et avoir la confiance des uns et des autres pour bâtir et mettre en œuvre sa vision. ». Pourtant, leur donner la capacité d'investir est ce qu'il faut faire, pense-t-il. Il cite d'ailleurs l'exemple de Bill Gates et les au-

tres qui ont entrepris très jeune, au moment où ils étaient encore à l'école, avec parfois peu de moyens et beaucoup de volonté et de confiance en soi.

Alain Capo Chichi résume sa pensée dans un best-seller : « Réussir à 25 ans, un exemple africain », un livre autobiographique qui raconte sa propre expérience d'entrepreneuriat. « Il ne faut pas toujours attendre d'avoir une fortune. Il suffit parfois d'avoir une bonne idée, observer, écouter, sentir l'opportunité et bien s'organiser pour atteindre son objectif », conseille-t-il. En 2007, Alain Capo Chichi fut désigné le jeune le plus remarquable du monde. En cela, il est un exemple de détermination, d'audace et de réussite pour la jeunesse africaine.

En projetant sur 50 ans, Alain Capo Chichi estime qu'il est impératif que le modèle de l'université calqué sur la colonisation soit revu sans délai, parce qu'il donne la primauté à la tête bien pleine au détriment de la tête bien faite. « Il faut promouvoir des pôles de développement », suggère-t-il. L'université doit alors former pour engager les jeunes et les rendre opérationnels et autonomes. Etudier sera alors en phase avec la recherche aux problèmes de la société, la mise en pratique du savoir-faire par la création des entreprises. Alain Capo Chichi reproche au modèle

universitaire actuel d'être trop élitiste. « C'est en descendant de son piédestal qu'elle réconciliera la théorie à la pratique », clame-t-il dans ses interviews. Pour cela, il faut forcément changer de méthodes pédagogiques pour parvenir à créer les emplois, dans une phase pratique d'application du savoir académique. Pour engager l'université dans cette transformation, Alain Capo Chichi ne cherche pas midi à 14h : « Les universités africaines doivent être financièrement autonomes. Elles doivent diversifier leurs partenariats ». Tout cela nécessite un recadrage, un changement de paradigme, une mue profonde, une volonté politique. Les Ipès semblent sur la bonne voie au Cameroun. Mais il y a encore beaucoup d'aspects à améliorer.

Jeanine FANKAM

Post-scriptum

La publication de la présente édition de Jafec mag sur les Instituts privés d'enseignement supérieur était programmée pour septembre. Pour des raisons indépendantes de notre volonté, cette échéance n'a pas été respectée. Nos plus gros obstacles venaient des responsables d'établissement : trop de lourdeurs, trop de procédures, voire des incompréhensions. Nos reportages nécessitaient des déplacements. Il y a eu de nombreux contretemps. C'est la raison pour laquelle un établissement comme l'université adventiste de Nanga Eboko ne figure pas dans la présente édition. Plusieurs voyages ont été programmés et déprogrammés à cause des aléas de calendrier.

Nous réitérons ici, que les établissements choisis ne sont que des échantillons parmi les meilleurs. La cellule de communication du ministère de l'Enseignement supérieur nous a encadrées dans nos choix. Nous avons été sensibles à la disponibilité de ses cadres. Nous les en remercions sincèrement. Un Merci tout aussi appuyé à nos reporters pour la perspicacité, à nos annonceurs pour la confiance, à la SOPE-CAM pour les facilités accordées. A vous, nos lecteurs, votre attention nous est précieuse. Visitez notre site web : www.jafec.org Merci infiniment !

La rédaction



Du Nouveau au Cameroun PROTHESES OCULAIRES CAMEROUN ARTIFICIAL EYE CENTRE

Conception, Fabrication, Pose, Entretien et Maintenance des Prothèses Oculaires
Create and Fit Custom Moulded Artificial Eye or Haptic Scleral Lens



Avant

Après

Renouvelez vos Prothèses chez nous

Nous Vous redonnons le sourire

Quelques unes de nos réalisations



Avant

Après



Avant

Après



Avant

Après

Restaurer votre face

Tél: 697 70 44 90 / 675 27 58 30 E-mail: mingakoue@yahoo.com
Situé à Sable - Bonamoussadi, 2ème Etage Immeuble Maison du Plombier
www.prothesesoculairescameroun.com

Felix Etoundi

Comment j'ai réussi

Le PDG de FINEXS-Voyages (First National Express Of Safety) raconte son ascension sociale. Pour servir de cas d'école aux jeunes.



Tout est parti des villes mortes des années 90. Avec les "cartons rouges" qui entravaient le mouvement des transporteurs d'une ville à l'autre dans le Littoral, j'ai pu faire de cette circonstance défavorable, une opportunité d'affaires. Etudiant au Centre universitaire de Douala, je me souviens qu'avec la forte croissance des populations à laquelle s'ajoutaient l'incivisme fiscal et d'autres contraintes, l'Etat n'arrivait plus à assumer certains services régaliens. Les œuvres universitaires, la bourse, le restaurant gratuit et plusieurs autres facilités offertes aux étudiants étaient supprimés. C'était dur et pour subvenir à mes besoins élé-

mentaires, j'offrais mes services à un aîné comme chauffeur. J'accompagnais ses enfants à l'école. Un stage in cursus effectué dans une entreprise agricole dans le département du Noun reste le déclic de l'accomplissement des mes rêves d'enfant. Devrais-je préciser que j'avais toujours eu une admiration pour le métier de transporteur. Garanti Express, Buca-voyage et Centrale Voyages étaient des modèles pour moi et je me disais que si je devenais un promoteur d'agence de voyages, j'améliorerais le service en termes de sécurité, de confort du matériel roulant, de la ponctualité, etc. Mon stage dans le Noun m'a fait gagner de l'argent. J'ai pu ainsi ac-

quérir un véhicule de tourisme et me lancer dans la desserte Douala-Edéa. Les enchères élevées à cette période de crise généraient des bénéfices consistants. Plus tard, je suis recruté dans une société pétrolière avec mon BTS obtenu Centre universitaire de Douala. Le salaire est bon. Mais ce gain n'a pas effacé mon amour pour le transport. A la faveur de certaines réformes liées à la libéralisation du secteur pétrolier, mon employeur décide de se séparer de certains cadres. Je reprends tranquillement mon volant pour la desserte Douala-Edéa. Ma famille n'apprécie pas cette "folie".

Avec l'épargne rassemblée à Mobil Oil, j'achète un mini bus que je place en location dans une agence de transport interurbain qui a pignon sur rue sur la ligne Douala-Yaoundé. Soutenu par les institutions de financement, j'entreprends de créer ma propre agence de voyages. Finexs voit le jour le 1er mai 2003. Elle est graduellement construite jusqu'à l'image d'aujourd'hui ».

La plus-value

« A sa création, Finexs doit affronter la concurrence avec les mastodontes : Garanti-Express, Buca-voyages, Central-voyages, etc. Pour se faire un nom, il fallait trouver un appât et cet appât a été la plus-value dans le service et nos prix qui demeurent imbattables. Nous avons joué sur cette corde. Au départ, on ne cherchait pas à gagner mais au moins à maintenir l'équilibre dépenses-recettes. Nous nous sommes imposés par la suite. Nous avons tout fait pour maintenir la valeur ajoutée dans la qualité du service, le bon état du matériel roulant, le cadre accueillant, la salubrité, la ponctualité, la courtoisie, le professionnalisme des chauffeurs, etc. Les gens ont commencé à nous adopter, les banques nous font déjà confiance, nos engagements sont honorés et nos signatures sont aujourd'hui jugées solvables par ces institutions de financement. A Finexs-voyages, toutes les hôtesses parlent à la fois français et anglais, c'est une autre plus-value dans notre offre

de service. Avec cela, la société se distingue. Autre identité remarquable : le confort de nos bus. Les sièges sont Android, avec des sorties USB, les écouteurs, le dispositif pour charger les téléphones. Ces détails accrochent. La propreté est maximale dans les voitures et dans nos agences avec un accent particulier dans le bloc des toilettes.

Le secteur dans lequel j'ai bâti mon business revêt un caractère sensible : il s'agit de transporter des vies humaines pour rallier deux métropoles sur un axe où existe un trafic à haute intensité et à haut risque. Bien plus, l'axe Yaoundé-Douala est un corridor incontournable dans la zone CEMAC. Aussi, accordons-nous du prix au savoir-faire de notre personnel. De par son nom, Finexs-Voyages se définit comme une agence créée sous le signe de la sécurité. Le personnel navigant à bord de nos bus est suivi par le GPS, une véritable révolution. Cela impose de sa part, un comportement responsable et garantit la sécurité de nos passagers et la qualité du service. J'y tiens particulièrement.

Vous êtes aujourd'hui des milliers à faire confiance à Finexs-Voyages. L'application de la convention collective et la construction du terminal routier futuriste à Mvan-Yaoundé sont les premières réponses à votre fidélité. D'autres projets sont dans le Pipe pour mieux vous servir et mériter votre confiance.

Les jeunes, fer de lance de la nation, ne doivent plus avoir pour modèles les "Feymen". Ils ne doivent pas avoir peur d'entreprendre. Il faut qu'ils comprennent qu'être un homme d'affaires n'est pas un mystère. On peut commencer sans grands moyens. L'essentiel est d'avoir une vision et accepter de s'y engager avec foi et méthode. Le dur labeur, l'endurance, la détermination, son mes clés de succès. Il y a toujours la récompense au bout de l'effort. Je suis un modèle de réussite à partir de rien. Je suis un modèle de courage dans mes choix. Merci de toujours nous faire confiance et à bientôt dans nos voitures ».



Matériaux locaux

Assurer le made in Cameroon

La Mission de promotion des Matériaux locaux a un Centre de formation des professionnels spécialisés.



L'une des missions de La Mission de Promotion des Matériaux Locaux -MIPROMALO-, créée dans les années 90 est la valorisation des résultats de la recherche via, entre autres, la promotion et la production des matériaux de constructions innovants, et la formation professionnelle dans le domaine des matériaux locaux. Pour lui donner plus d'envergure, le 17 octobre dernier, le Chef de l'Etat S.E.M. Paul Biya, a pris un décret qui l'a réorganisé pour davantage la mettre en cohérence avec la vision du Cameroun émergent à l'horizon 2035. Dans cette veine, il a été créé, déjà, en 2015 le Centre Spécialisé de Formation Professionnel (CSFP) dans les métiers des matériaux locaux appliqué dans le génie civil. « Nous formons en amont des techniciens qui savent produire et mettre en œuvre les matériaux à l'instar des Bloc de terre comprimé, des briques cuites, la tuile, les pavés, les parpaings normalisés, la céramique, la fabrication des outils de production, les constructions durables ne sont pas en reste comme l'explique Dr Likiby Boubakar, le Directeur Général de la MIPROMALO.

Le CSFP, situé à Nkolbikok près du MATGENIE accueille différents types d'étudiants, des architectes, des ingénieurs ... qui viennent faire des formations de courte durée pour se spécialiser en matériaux locaux. Par ailleurs, les non diplômés et les diplômés y viennent pour acquérir des compétences dans les filières et options ouvertes : production des matériaux, bâtiment (maçonnerie, couverture, plomberie, carrelage, électricité), fabrication mécanique et construction écologique.

Au terme de la formation, les candidats obtiennent le Certificat de Qualification Professionnelle délivré par le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Pour les candidats à la formation de courte durée, qui viennent juste se spécialiser, nous leur délivrons des attestations de fin de formation.

Selon le Directeur Général, les débouchés sont assurés parce que les matériaux locaux constituent un secteur à fort potentiel d'insertion socioéconomique pour les jeunes. Qui plus est, précise-t-il, la circulaire signée par le Premier Ministre offre une opportunité de choix aussi bien aux jeunes qu'à l'Etat du Cameroun d'utiliser les matériaux locaux. Il a mis en place, à cet effet, un comité interministériel qui est chargé de suivre l'application de cette circulaire.

Pour ce faire, les ministères ont pris des engagements fermes pour inscrire dans les commandes publiques des projets en phase avec la directive du Chef du Gouvernement et de respecter le quota y relatif pour l'année 2019. Et d'ailleurs cette année déjà, avec le Ministère des Travaux publics, nous avons 11 projets de construction en matériaux locaux dans les régions du Centre, du Sud et de l'Ouest. Autrement dit, à partir de 2019, les marchés publics qui auront pour condition l'utilisation des matériaux locaux seront nombreux. Ainsi, les entreprises auront-elles besoin de personnes qui maîtrisent l'utilisation de ces matériaux. D'où l'urgence de se former au CSFP afin de saisir les opportunités qu'offre ce nouveau septennat de S.E.M. Paul Biya.

Cathy Koum



« Bientôt des carreaux Made in Cameroon »

Dr. Likiby Boubakar, directeur de la Mission de Promotion des Matériaux Locaux, parle des offres et des perspectives de l'entreprise qu'il dirige.

Monsieur le directeur, la MIPROMALO existe depuis les années 90, mais elle est très peu connue des populations. Qu'est ce qui a plombé la promotion des matériaux locaux au Cameroun ?

Je ne dirais pas plombé, mais je pense plutôt à une mise en œuvre progressive. Vous savez, la MIPROMALO a été créée dans les années 90. C'était en période de crise. Présentement, la MIPROMALO est en train de mettre en place des structures nécessaires, des unités pilotes de vulgarisation dans toutes les régions du Cameroun. Nous avons, en une année, installé Ngaoundéré, Garoua, Maroua, Dibombari. Les équipements pour produire ont déjà été commandés et sont en cours de livraison. Cela voudrait dire que dans toutes les régions, il y aura un centre pilote qui sera l'interface entre les connaissances qui existent et les populations, et dans tous les centres, non seulement on va produire, mais il y aura dans l'organisme de ces structures un volet formation.

En dehors des matériaux connus de tous, à savoir les briques de terre, quels sont les autres matériaux que vous produisez ?

Au-delà des matériaux traditionnels que sont les briques de terre cuite, les briques de terre stabilisées, les tuiles que nous produisons déjà, vous aurez en plus des pavés, des revêtements de sol en micro béton. C'est à partir de 2019 si les projets arrivent à terme qu'on va avoir nos usines de Douala, puis suivra l'unité du Nord sur les marbres et les unités de l'Extrême-Nord sur les verres. La vision stratégique de la MIPROMALO est de pouvoir donner aux Camerounais toutes les gammes de produits qui puissent aller de l'entrée de gamme au très haut de gamme. C'est pour cela que dans la mission stratégique de la MIPROMALO, nous sommes en train de mettre en place une unité pilote où il sera produit de manière journalière, 120 tonnes de briques cuites et de carreaux made in Cameroon. Nous avons également pensé qu'il fallait valoriser les marbres du Nord Cameroun pour faire les revêtements de sol, pour faire des bordures de routes les pavées avec des chutes et même des récupérations en stade des poutres et les graviers de ces marbres-là. On peut encore en faire des carreaux en micro béton puisque jusqu'à preuve du contraire, nous importons du marbre pour le revêtement des sols d'Italie, d'Espagne et d'autres pays d'Europe. Et plus, y'a-t-il encore un bâtiment au Cameroun qui soit construit sans verre ? Je ne pense pas. Toutes les fenêtres sont en verre, alors que la matière première pour faire du verre c'est du sable, et le Cameroun est riche en sable et pourquoi nous ne le ferons pas ? Donc aujourd'hui nous avons engagé la construction de ce projet pour que nous ayons du verre made in Cameroon.

Les matériaux locaux sont-ils réservés à une classe sociale précise vu leur prix ?

Non, c'est une perception. Je ne pense pas que ce soit cher. Le prix dépend du choix du produit vu qu'il y a diverses qualités et à des prix différents.



Donc la perception de cherté vient des comparaisons des différents produits. Déjà les parpaings qui sont vendus dans tous nos carrefours sont de mauvaise qualité. Dans les normes, un sac de ciment devrait produire environ 25 à 30 parpaings or il en sort généralement environ 70. Ce qui compromet le produit et nous connaissons toutes les conséquences : les écroulements et autres. Et puis, on ne peut pas comparer un produit de bonne qualité avec un produit de mauvaise qualité. Lorsque vous construisez par exemple avec les briques de terre stabilisée, cela vous permet d'avoir une maison thermiquement très confortable. La maison ne chauffera jamais même si vous êtes à l'Extrême-Nord, ce qui n'est pas le cas avec les parpaings. Mieux encore, dans la nouvelle vision que nous avons, parmi les projets que nous avons à mettre en œuvre, nous allons produire les parpaings écologiques qui seront normalisés.

Où trouverez-vous la matière première pour assurer cette diversité de produits ?

Nous avons déjà travaillé il y a quelque temps sur la cartographie nationale des matériaux locaux. Donc nous savons exactement où se trouvent les matières premières. A priori, elles sont abondantes dans notre pays. Nous sommes, comme disait quelqu'un, l'Afrique en miniature. Donc, nous avons tout ici sur place pour faire la promotion des matériaux locaux. Nous avons la matière première en qualité et en quantité.

Généralement certaines personnes construi-

sent leurs maisons de campagne en brique. Ce matériau n'est-il approprié que pour les maisons de campagne ?

Le terme "locaux" est évocateur et révélateur en ce sens que les matériaux doivent être pris localement ; par exemple les briques de terre stabilisées ne seront pas adaptées pour certaines régions, donc il faut valoriser le matériau qui est sur place. Par contre, le choix des matériaux pour une maison dans une localité donnée est question de choix et de goût. S'il m'arrive de construire aujourd'hui, j'utiliserai les matériaux locaux pour gagner en coût, en confort thermique et ainsi je participe d'une certaine manière au développement économique de mon pays.

Pour les Camerounais qui désirent construire en matériaux locaux, la MIPROMALO offre des services qui partent des études d'ingénierie, des études géotechniques aux études architecturales et après quand vous avez produit vos plans et tout ce qu'il y a à faire, nous pouvons assurer la maîtrise d'œuvre, c'est-à-dire suivre la construction de votre maison. Aussi, avons-nous des équipements, par exemple si vous voulez faire des briques de terre stabilisées dans votre village ou même dans une ville du pays, nous vous louons notre presse et vous affectons un technicien pour l'assistance technique. La location mensuelle d'une presse est de 125 000 Fcfa environ. On ajoute 50 000 F de frais d'assistance technique. Ce n'est pas cher.

**Propos recueillis par Assiatou NGAPOUT
et Cathy KOUM**

Coopération

Canada

Une grande destination académique

Dans le cadre de notre rubrique "Coopération", nous ouvrons notre espace à Nathalie O'Neil, le Haut-commissaire du Canada au Cameroun. En plus de ce que les deux pays ont des liens linguistiques uniques, le Canada est une grande destination pour les étudiants camerounais. Certains l'ont des contrats de coopération intéressants avec des universités à Montréal, Québec, Ottawa ou Toronto. D'ailleurs, on assiste de plus en plus à une délocalisation de certaines grandes écoles de ce pays au Cameroun.

« Le Canada est un pays prisé pour ses systèmes d'éducation »

Nathalie O'Neil, Madame le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun.

Le Canada est un pays qui présente aux étudiants camerounais de nombreuses opportunités en termes d'enseignement supérieur. En même temps, il n'est pas évident pour eux d'accéder à ces universités. Pourquoi ce contraste?

Le Canada a une longue histoire avec le Cameroun en matière d'éducation. Depuis que je suis arrivée au Cameroun, je suis impressionnée par le nombre de personnes qui me disent qu'elles ont eu des missionnaires canadiens comme enseignants. Grâce à nos programmes de coopération, nous avons mis sur pied des lycées techniques, des écoles, ou des programmes pour le renforcement des capacités des enseignants. C'est vrai que l'histoire a évolué et que les choses se font différemment désormais. Mais, le Canada demeure une destination de choix pour les études post-secondaires. Au niveau mondial, incluant au Cameroun, l'éducation est un secteur prioritaire pour le Canada, raison pour laquelle nous accordons une grande importance aux actions de promotion dans ce domaine. Les tournées de promotion de l'éducation au Canada visent deux objectifs : recruter de nouveaux étudiants et établir des partenariats avec des institutions locales. Ces tournées permettent de communiquer la bonne information sur les procédures d'inscription dans les institutions post-secondaires canadiennes. Quelques résultats sur les cinq dernières années : en 2017, le Cameroun se trouve dans le top cinq des groupes d'étudiants les plus nombreux au Canada en provenance d'Afrique et plus spécifiquement le 2ème en Afrique subsaharienne.

Le partenariat avec les Instituts privés d'enseignement supérieur au Cameroun intéresse-t-il les universités canadiennes?

Selon ce que j'ai vu jusqu'à présent, je peux dire qu'elles sont effectivement intéressées, mais elles ne sont pas toutes en mesure d'avoir une présence locale. Lors de la tournée de janvier 2018 : 18 institutions étaient présentes à Yaoundé, une seule ayant une présence locale. La délocalisation est un objectif noble, que nous encourageons, mais qui se met en place timidement. Elle permet d'offrir localement une formation aux standards canadiens et à un coût plus abordable. C'est une initiative qui devrait donc attirer un



Nathalie O'Neil : « Le respect de la diversité a su prendre racine »

maximum d'étudiants. On note de beaux exemples de réussite de délocalisation au Cameroun. Quelques-unes parmi les plus emblématiques sont : le Collège communautaire du Nouveau Brunswick qui est en partenariat depuis 2003 avec l'Institut universitaire de la Côte à Douala; l'École des sciences de la gestion de l'Université du Québec à Montréal qui a un partenariat avec l'Institut supérieur de Management et d'Entrepreneuriat également situé à Douala; le partenariat entre l'IFTIC-Sup et l'École nationale d'administration publique du Québec et la collaboration entre le Cameroon Metalurgy and Welding Institute de Douala et la Commission scolaire Marie-Victorin à Montréal.

Le Cameroun et le Canada sont les seuls pays au monde à avoir en partage le fran-

çais et l'anglais comme langues officielles. En quoi cette similitude crée-t-elle des liens forts entre les deux nations?

Il s'agit d'une spécificité qu'ont en commun les deux pays. Le caractère bilingue du Canada est un élément fondamental de notre identité nationale. La dualité linguistique s'inscrit dans la nature même du Canada. Tout comme la diversité multiculturelle, la dualité linguistique implique nécessairement des défis et des enjeux. Mais il s'agit d'un beau défi à relever, puisqu'en découlent de nombreux avantages et une richesse particulière. C'est une richesse que le Canada et le Cameroun ont en commun. Ce caractère spécifique renforce les liens entre nos deux pays qui sont par ailleurs d'amicaux voisins de sièges dans tous les fora internationaux. Nous collaborons au sein des organisations multilatérales telles que l'Organisation in-

ternationale de la Francophonie, le Commonwealth, l'ONU. Cette proximité permet souvent d'utiles et fructueuses concertations entre les délégations officielles de nos deux pays lors de ces rencontres. De plus, nous avons entamé des discussions avec la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme afin de déterminer la meilleure façon de partager l'expérience canadienne dans ce domaine.

La crise qui secoue le Cameroun aujourd'hui est linguistique. Que peut-on apprendre de votre pays pour ce qui est de rassembler autour des mêmes idéaux, les parties anglophones et francophones?

La situation dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest est très complexe. Je ne vous cache pas que nous sommes préoccupés par les actes de violence dans ces régions et leurs conséquences sur la population. Au Canada, nous avons dû faire face à des défis en nous appuyant sur des valeurs que sont la tolérance, l'ouverture d'esprit, le respect des droits de la personne et la bonne gouvernance. Le partage de ces valeurs nous permet de surmonter nos différends. En ce qui concerne la dimension linguistique, la politique canadienne en matière de langues officielles se veut le reflet de la vision d'un pays où le respect de la diversité a su prendre racine et s'épanouir. Elle vise à ce que les Canadiens et Canadiennes de langue française comme de langue anglaise puissent contribuer pleinement à la vie économique, sociale et culturelle de leur pays. Des mesures concrètes ont été prises pour contribuer à faire de nos différences plutôt des sources d'enrichissement. Ainsi par exemple, le Commissaire aux langues officielles, responsable devant le parlement, veille à l'égalité et à l'équité linguistique dans les actes courants de la gouvernance politique, économique et sociale au Canada. Le Plan d'action pour les langues officielles 2018-2023 : Investir dans notre avenir est la plus récente stratégie du gouvernement du Canada en matière de langues officielles. Il présente la vision du gouvernement du Canada pour appuyer les communautés de langue officielle en situation minoritaire et promouvoir nos deux langues officielles.

À partir de votre connaissance de la situation de la crise au Cameroun, que pouvez-vous suggérer comme piste de sortie de crise?

La résolution de cette crise appartient aux Camerounais. Les autorités et les populations du Cameroun doivent trouver ensemble les solutions pour une résolution pacifique à cette situation aux graves conséquences humanitaires. Le Canada est présent pour soutenir la population camerounaise. Par exemple, en 2018, nous avons déjà investi 8,55 millions de dollars canadiens en aide humanitaire. En ce qui concerne les dimensions linguistiques et du multiculturalisme, l'expérience canadienne a fait ses preuves. Nous sommes disposés à la partager. Les autorités camerounaises concernées dont la Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du mul-



L'équipe de JAFEC avec le Haut-Commissaire du Canada au Cameroun.

ticulturalisme sont au courant de notre volonté à aider et des discussions ont été entamées. Nous encourageons tous les Camerounais et les Camerounaises à s'engager dans un dialogue franc, sincère et inclusif afin que cessent les souffrances et la détresse de leurs concitoyens et concitoyennes.

Vous êtes arrivée au Cameroun quelque temps avant la tenue de la deuxième édition de la Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Afrique et en Chine. L'Afrique doit-elle inventer ses modèles d'urbanisation ou copier l'expérience des autres?

La première Conférence internationale sur l'urbanisation durable au Canada, en Chine et en Afrique (ou ICCASU) ayant eu lieu à Ottawa en 2015, c'était un honneur pour moi de m'adresser aux participants à la deuxième ICCASU, cette fois sur sol africain en décembre 2017. Il est essentiel qu'une approche durable de l'urbanisation accompagne les efforts de développement économique afin que les villes soient des centres d'activités culturelles et économiques où les Africaines et les Africains peuvent vivre en santé et dans le bien-être. Pékin n'est pas Paris; Yaoundé n'est pas Libreville. Même Montréal et Vancouver, deux villes d'un même pays ne sont pas semblables. Les villes portent chacune un cachet particulier qui est le reflet de la culture de sa population, de son environnement géophysique et de son histoire. C'est aux Africaines et aux Africains, me semble-t-il, de développer leurs propres modèles. Cela dit, certaines normes et exigences telles que l'assainissement, la voirie ou l'éclairage public par exemple, sont transversaux. D'autre part, de nouveaux phénomènes naturels comme les changements climatiques, les inondations et séismes fréquents obligent les villes partout dans le monde à développer des stratégies appropriées pour faire face contre ces menaces. Dans ce contexte, je pense qu'il est également très utile de s'inspirer mutuellement des astuces et

bonnes pratiques en vigueur ailleurs afin de ne pas « réinventer la roue ». Des conférences comme l'ICCASU sont des occasions pour les décideurs et les experts de se rencontrer et de partager sur les enjeux et les défis communs d'aujourd'hui et de demain, les leçons apprises, et les innovations dans le domaine de l'urbanisation durable. Les villes africaines peuvent en profiter pour puiser à un pool d'expériences auquel elles-mêmes peuvent apporter leurs contributions tout en gardant leurs spécificités. De nombreux objectifs du développement urbain intelligent et durable coïncident avec ceux de la nouvelle Politique d'aide internationale féministe du Canada lancée en juin 2017. Selon cette politique, le renforcement du pouvoir des femmes et des filles et l'égalité entre les sexes sont les moyens les plus efficaces de réduire l'extrême pauvreté, de mettre fin à l'injustice et de bâtir un monde plus paisible, inclusif et prospère. Pour y arriver, nous croyons qu'il est crucial de tenir compte de l'importance de l'égalité entre les sexes et du renforcement du pouvoir des femmes dans toutes les sphères de développement, incluant l'éducation et le développement urbain durable.

Pour terminer, que pensez-vous de la presse au Cameroun ?

La presse camerounaise me tient bien informée. J'apprécie la diversité des points de vue. Il est très important pour moi d'apprendre et de comprendre les différentes perspectives des régions et des différents groupes. Je trouve les femmes journalistes très courageuses et ambitieuses. Et vraiment, je les félicite et les encourage à persévérer. Vos efforts sont bien alignés à la politique du gouvernement qui met l'accent sur le renforcement du pouvoir des femmes et sur l'importance de la place qu'elles doivent occuper dans nos sociétés.

**Propos recueillis le 23 août 2018 par
Jeanine FANKAM, Cathy KOUM et Monica NKODO**

Publi reportage

Croix-Rouge Cameroun

Cécile Akame Mfoumou, en mode action

Au bout d'un an de magistère, le bilan de la présidente de l'institution humanitaire est éloquent.

Depuis le 21 août 2017, date de son élection comme présidente de la Croix-Rouge Camerounaise (CRC), après un scrutin âprement discuté, Cécile Akame Mfoumou n'a pas chômé. La Croix-Rouge camerounaise est sur tous les fronts, même les plus incandescents, pour remplir ses missions de secours humanitaire. On l'a vue récemment aux chevet des populations dans les régions anglophones. Il y a des appuis logistiques et financiers aux Comités départementaux de la Croix-Rouge Camerounaise, l'assistance aux familles victimes du glissement de terrain avec inondation à Santchou dans le département de la Menoua, les donations aux prisons, orphelinats, hôpitaux, établissements scolaires, la poursuite du projet d'assistance aux réfugiés centrafricains à l'Est. Le grand challenge consistera à construire les sièges et à renforcer les capacités opérationnelles des Comités Départementaux, voire d'Arrondissement. Ceux ayant des sièges feront l'objet de réhabilitation et d'embellissement.

A l'entame de son mandat, la présidente de la CRC a commandé un audit externe qui a dégagé un état des lieux dont les résultats ont orienté les actions prioritaires de son cahier de charges annuel. En l'occurrence, l'assainissement des finances, la restructuration de l'appareil administratif qui s'est accompagnée par le recrutement des ca-



Défilé lors de la journée mondiale de la Croix-rouge et du Croissant Rouge.

dres volontaires à certains postes importants, le réchauffement des relations avec les partenaires institutionnels de la grande famille Croix-Rouge, notamment la Fédération Internationale des Sociétés Nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, le Comité International de la Croix-Rouge (CICR), les Sociétés Nationales sœurs de la Croix-Rouge française, luxembourgeoise et Suédoise.

Des négociations ont été engagées avec la Croix-Rouge anglaise et la Croix-Rouge italienne pour un partenariat mutuellement bénéfique. Et on note par ailleurs la redynamisation des relations avec le gouvernement et les autres communautés,

le développement des relations avec les organismes du système des Nations Unies dont le PAM, l'OMS, l'UNHCR, l'UNICEF, OCHA, sans oublier les autres partenaires tels que l'USAID. A noter aussi, la diversification de l'appel à l'aide dans notre pays, en permettant désormais aux partenaires privés d'apporter leur pierre à l'édifice humanitaire du Cameroun par le biais de la CRC.

Chantiers

De nombreux chantiers ont été engagés : au niveau national, on compte la construction du bâtiment R+1 devant abriter le Centre de formation en Kinésithérapie et Massothérapie. Lancé au mois d'avril, le chantier est en cours de

finition « avec le concours d'une âme de bonne volonté ». Il y a également le réaménagement de l'unité de soins en Kinésithérapie, la réfection significative de la salle des fêtes annexe, l'aménagement de la salle de conférence et d'une unité de soins VIP au Cabinet Médical Henry Dunant, l'installation de la connexion Internet par fibre optique à l'immeuble-siège, la signature de nouveaux accords de partenariat pour le développement des activités de la Croix-Rouge camerounaise. On n'oublie pas la mise en œuvre de la phase pilote du Programme de Préparation des Communautés à la Lutte contre les Epidémies et les Pandémies (CP3) dans notre pays, sur financement USAID.

En régions : il y a les appuis logistiques et financiers aux Comités départementaux de la Croix-Rouge Camerounaise, l'assistance aux familles victimes du glissement de terrain avec inondation à Santchou dans le département de la Menoua, les donations aux prisons, orphelinats, hôpitaux, établissements scolaires, la poursuite du projet d'assistance aux réfugiés centrafricains à l'Est.

Quel challenge pour les prochains mois ? Le véritable défi consistera à construire les sièges et à renforcer les capacités opérationnelles des Comités départementaux, voire d'arrondissements. Ceux ayant des sièges feront l'objet de réhabilitation et d'embellissement.



«61 clubs dans l'enseignement supérieur

Cécile Akame Mfoumou, présidente de la Croix Rouge camerounaise.

Madame la présidente, au vu du bilan au bout d'un an, certains observateurs sont plus qu'admiratifs. Cette réaction est-elle une surprise pour vous ?

Je ne saurais parler de la CRC sans marquer un arrêt mérité sur une personnalité, que dis-je, Son Excellence Madame Chantal Biya, Première Dame du Came-

roun, qui est à l'écoute des œuvres de notre institution humanitaire et qui est ici distinguée, parce qu'elle a accepté d'en être la présidente d'honneur. Son encadrement nous a mis le pied à l'étrier et constitue pour nous une source d'inspiration permanente. Je salue également la mémoire de mes illustres

prédécesseurs, le Ministre Simon Pierre Tchoungui, fondateur et premier président de la CRC, qui la fit reconnaître d'utilité publique en 1963. Le ministre William Aurélien Etéki Mboumoua, figure emblématique et charismatique du monde humanitaire, dont je me réclame héritière. Sous sa conduite, la CRC a acquis ses lettres de noblesse.

Pour avoir eu la chance de cheminer pendant plusieurs années à ses côtés en qualité de 2ème Vice-Présidente, j'ai pu acquérir des rudiments qui me permettent aujourd'hui, avec l'appui de mon comité de direction, des personnels du siège et des structures décentralisées ainsi que des volontaires, d'œuvrer pour bâtir une société nationale plus forte, alignée sur les standards internationaux.

La construction du bâtiment devant abriter le Centre de formation en Kinésithérapie est l'une de vos premières actions. A l'époque de votre prédécesseur, vous avez mené les travaux de réhabilitation de l'amphithéâtre, devenu un des fleurons de la Croix-Rouge camerounaise. Qu'apportent de telles réalisations infrastructurelles à votre Institution?

Vous touchez là un point névralgique, une priorité parmi nos missions. La CRC est encore fragile du fait de la modicité de ses ressources propres, en inadéquation avec les grands chantiers humanitaires qui l'interpellent. La majorité des financements mobilisés viennent des partenaires extérieurs et sont destinés à des projets spécifiques orientés la plupart des cas, en direction des zones en crise. Or, la Croix-Rouge Camerounaise a pour vocation de porter secours et espoir partout où le ciel tente de s'assombrir, même dans les zones paisibles les plus reculées du pays qui peuvent être sujettes à assistance humanitaire. Cela dit, nous avons pour vocation de développer des activités génératrices de revenus (AGR), afin de tendre vers une autonomie financière capable de nous donner des coudées franches lorsqu'il faut agir en urgence et même en prospective. En outre, nos structures décen-

tralisées comme les comités départementaux ont besoin d'appui pour leur survie et pour la fidélisation des volontaires affiliés. D'ailleurs la dialectique de l'humain se joue en ces termes : Qui n'a rien ne peut rien offrir. Tel est le fondement de la rupture méthodologique que nous implémentons désormais à la tête de la Croix Rouge Camerounaise.

Vous parlez de rupture méthodologique, des indiscretions laissent entendre que la bonne gouvernance est votre cheval de bataille...

Nous avons commandé un audit externe de la CRC. C'est le préalable pour le début de toute activité de gestion. Le mérite d'une telle démarche réside dans le fait qu'elle pose les balises d'une action efficiente. Nous inscrivant en droite ligne avec les politiques gouvernementales de gestion et les tendances internationales basées sur la transparence et la réédition des comptes. Comprennez donc que la réussite des chantiers de notre mandat passe inéluctablement par : le respect du manuel de procédures et des normes éthiques y afférentes, la réorganisation des services, le renforcement des capacités des Ressources Humaines avec un accent sur le management de qualité et par conséquent, le recrutement des personnels volontaires qualifiés dans les services administratifs et opérationnels, l'implémentation des activités de suivi-évaluation.

Notre positionnement comme institution promotrice de bonne gouvernance pour s'assurer que les ressources collectées et mises à notre disposition sont utilisées avec efficacité, réside en interne sur un service d'audit-interne.

Dans cette œuvre gargantuesque, quels sont vos arguments ? Quelles sont vos armes ? Apparemment, vous voulez que je sois plus explicite, voyons. Je vais donc me reprendre en de termes plus clairs. Les questions financières sont délicates à gérer dans toute organisation qui plus est, à la Croix-Rouge Camerounaise qui mobilise des fonds issus de l'Etat à travers des appuis mais aussi, des financements ve-



nant des bailleurs de fonds bilatéraux, multilatéraux et privés, outre les fonds propres. Une telle pluralité de sources de financement nécessite une délicatesse particulière et une vigilance dans la gouvernance. Par ailleurs, notre domaine d'intervention est assez large et varié, touchant plusieurs secteurs visant tous à redonner la dignité aux personnes vulnérables ou en détresse. Quant aux armes, je mets un point d'honneur sur la qualité des ressources humaines, leur expérience tenant lieu de munition. La transparence dans les procédures, la rigueur, le suivi-évaluation bref, la bonne gouvernance étant la stratégie de guerre.

Dans les établissements scolaires et universitaires, que valent aujourd'hui l'engagement des jeunes pour la Croix-Rouge ?

Je saisis d'ailleurs l'opportunité que vous m'offrez pour féliciter les responsables de la section nationale Croix-Rouge Jeunesse qui abattent un travail remarquable auprès de la cible à laquelle vous faites allusion. Pour l'année scolaire écoulée (2017-2018), on a dénombré des Clubs Croix-Rouge Jeunesse redynamisés et actifs selon les statistiques ci-après :

Lycées et Collèges Secondaires : 85 dont 43 institutions étatiques et 42 privées ;
Cycle universitaire : 61 dont 30 Universités et grandes Ecoles d'Etat et 31 Grandes Ecoles privées.

Ces chiffres démontrent à suffisance que les jeunes s'intéressent aux activités de la Croix-Rouge et que la Croix Rouge Camerounaise s'intéresse aux jeunes.

L'occasion faisant le larron, permettez-moi de rappeler que la Croix-Rouge Camerounaise a un réseau national très dense de volontaires qui se recrutent dans tous les statuts sociologiques, toutes les dimensions professionnelles et toutes les sensibilités anthropologiques. Et pour les recrutements, nous recherchons d'abord les compétences parmi les volontaires avant d'aller voir ailleurs. Dans ce même processus, la présidente que je suis met un point d'honneur sur l'approche genre, en faveur de la jeune fille et des minorités. Les défis demeurent grands, les challenges immenses. Nous allons continuer à travailler pour atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés. Nous comptons sur tous nos partenaires et nous exhortons ceux qui ne nous ont pas encore rejoints dans cette exaltante mission, à ne pas trainer le pas car, l'on éprouve plus de plaisir à donner qu'à recevoir, comme le dit une sagesse. Nous comptons sur la presse, toute la presse, qui sait si bien faire échos de nos si petits efforts.

Propos recueillis par JF et Cathy Koum



Quand vient le temps d'investir, pensez **Afriland First Bank**

S'appuyant sur un modèle de banque universelle, Afriland First Bank, leader du marché camerounais, allie solidité financière, qualité de service et stratégie de croissance durable, afin de mettre sa performance au service du financement de l'économie et des projets de ses clients.

L'intérêt de la clientèle est notre priorité

Le Pr. Joël Moulen repose à Ngog Mapubi

L'éminent universitaire a été inhumé samedi 13 octobre 2018 en présence du représentant du chef de l'Etat.

Avant que la terre ne se referme sur lui samedi dernier, un ultime hommage a été rendu au Pr. Joël Moulen au plus haut niveau de l'Etat : une couronne de fleurs du président de la République et de Mme Biya, une médaille de Commandeur de l'ordre national de la valeur, à titre posthume. De bout en bout, le chef de l'Etat a été représenté à ses obsèques par le gouverneur du Centre, Naseri Paul Bea. Il a été noté, entre autres présences, celles de Clément Atangana, président du Conseil constitutionnel et du ministre de l'Enseignement supérieur, Jacques Fame Ndongo. Des présences qui témoignent de la dimension de l'homme. Dans la lettre de condoléances adressée à la veuve, le président de la République écrit : « Avec son décès, le Cameroun perd un fils patriote et l'Afrique, un éminent universitaire ».

La veille, dans un culte d'action de grâces, le Pr. Jean-Emmanuel Pondi, résumait la vie de son oncle en un triptyque concentré dans les trois savoirs. Le savoir scientifique avec plus de 50 ans dévoués à la recherche et à l'enseignement. Le Pr. Moulen fut un pionnier de la théorie des jeux au Cameroun. Il a ramené les mathématiques au niveau du savoir transversal pour son exploitation au service du développement. Son savoir-faire n'était pas moins séduisant, lui qui a géré la crise estudiantine des années de braise à l'Université de Yaoundé avec maestria. « Je reste encore ému par les échanges qu'il concédait aux étudiants en furie, seul à seuls, sans protection des forces de l'ordre », témoigne le neveu qui a avoué lui devoir son succès universitaire. Le savoir-être du Pr. Moulen se résumait dans son humilité, sa simplicité, son honnêteté, son grand amour. « Un mathématicien-philosophe, qui regardait la vie avec une distance hygiénique », rappelle encore Jean-Emmanuel Pondi. « Il incarnait l'universitaire dans ce qu'il doit être : une boussole académique, morale et intellectuelle », renchérit le Pr. François Xavier Mbopi Kéou. C'est dans le nombre de personnes que le défunt a élevées dans le savoir qu'il faut chercher



Pr. Moulen sortant de la scène : Un adieu mérité.

la mesure de son aura. Une cinquantaine d'universitaires lui ont fait la haie d'honneur à l'église et au village. Les Pr. Maurice Tchuenté, Lazare Kaptué, Nicolas Andjiga, François Xavier Etoa, Crispin Pétang, François Xavier Mbopi Kéou, etc. semblent lui devoir quelque chose de sa ri-

gueur académique ou de sa fibre patriotique. Avec la création du laboratoire Mathématique appliquée aux sciences sociales de l'Université de Yaoundé dont les membres dispensent la science en Europe et en Amérique, c'est une œuvre éternelle que Joël Moulen laisse à la postérité. Et on

peut comprendre le rév. Sap Jacques Duclair, officiant le culte funèbre. Il a loué Dieu pour son don que le défunt fut pour sa famille, pour le Cameroun et l'Afrique.

Jeanine FANKAM

Texte paru dans CT

Lettre à papa

Papa

Que dois-je te dire en ce moment d'ultime adieu ? Peut-être devrais-je m'arrêter à ce qui est simple : m'arrêter à : « merci papa » ! Merci pour cette estime sans fard, qui a fait de moi ta fille. Qui, autre qu'un père pouvait-il faire pour moi ce que tu as fait ? Qu'on me pardonne de ne pas en dire davantage pour honorer tes principes, toi qui agissais sans bruit. Je reste encore émue par cet acte paternel, indélébile ! Papa, je resterai éternellement reconnaissante... Je me souviens de t'avoir un jour demandé : « Comment te retourner l'ascenseur ? ». – « Reste telle que tu es et viens souvent me voir, c'est tout », m'avais-tu répondu.

En ce moment où des clichés se bousculent dans mon esprit, comment oublier le premier contact avec toi, vers 2002. Journaliste stagiaire à Mutations, en quête d'affirmation, j'avais proposé un zoom sur l'ex-chancelier de l'Université de Yaoundé, le Pr. Joël Moulen qui avait géré la terrible crise estudiantine de 1991, l'un des moments d'incertitude des années de braise au Cameroun. L'effet croustillant visé par le sujet était de mettre en relief, dix ans après, les anecdotes autour de la gestion de cette crise. Tu avais décliné l'offre. Mais moi, je n'avais pas lâché prise. La suite ? Je n'avais pas eu mon scoop malgré de nombreuses relances. Toutefois, en t'écoutant échanger un jour avec tes collaborateurs du ministère de l'Enseignement supérieur où tu étais inspecteur général chargé des affaires académiques, j'avais subrepticement saisi la nécessité pour Mutations de braquer ses projecteurs sur l'Université des Montagnes dont le fonctionnement alimentait la polémique à l'époque. Le reportage avait distingué le journal, le tout premier à avoir envoyé un reporter (ta fille) à Bangangté pour éclairer le public sur la qualité de la formation à l'Université des Montagnes...

Avec toi papa, j'ai eu une autre famille. « Ta maman est au village », « Vois ça avec ton frère », ainsi me parlais-tu de maman Ruth ou de Marc. Avec toi, je me suis frottée aux hommes illustres que beaucoup ne voient qu'à la télévision. Reinhard Selten, le mathématicien allemand, Prix Nobel d'économie en 1994, n'en n'est pas le

moindre. Merci papa !

Merci pour notre dernière entrevue, deux semaines avant ton décès. Je venais te proposer d'écrire un texte, pour la présente édition de "Jafec mag" sur les instituts privés d'enseignement supérieur au Cameroun. Je te proposais le genre épistolaire pour t'adresser aux promoteurs dont tu connais très bien l'engouement, les investissements, les forces et les faiblesses dans le secteur de l'enseignement supérieur. Qui, mieux que toi, pouvait-il avoir un regard complet et un avis d'autorité sur la question, toi qui, en 1996-97 avait influencé l'ouverture de ce secteur aux privés et qui en était le président de la commission nationale ? Tu m'avais promis ce texte à ton retour du village... c'est ta Lettre aux promoteurs des Ipes qui était prévu dans cet espace. J'ai le cœur déchiré d'y publier ton hommage. Je ressens, meurtrie, la plénitude de cet adage : « l'Homme propose, Dieu dispose ».

L'avant-dernière rencontre avec toi me semble être la plus inoubliable de toutes. C'était le jour de la fête de la Tabaski. Je ne t'avais pas revu depuis un moment. Je redoutais quelques reproches. « Papa, tu dois être fâché contre moi », t'avais-je apostrophé. « Tu te trompes ! Je ne peux pas me fâcher contre ma fille ». Puis, tu m'as passé du fromage et du pain (Je vous avais trouvés à table, toi, Marc et son ami Michel). Tu n'arrêtais pas alors de me combler de ces gâteries de table : du bon vin, tu me faisais découvrir les différentes variétés de fromage sur la table, etc. Je me suis laissée aller, moi qui ne me suis jamais accommodée de "ces choses". Quel enfant pouvait-il boudier le plaisir de tant d'attention ? Merci papa, pour ces inoubliables moments ! Merci pour ces valeurs qui faisaient de toi, le papa d'enfants d'horizons divers : les beti, les bamiléké, les peulh, les sawa, les lettrés, les illettrés. Je les ai vus se tordre de chagrin à Ngog Mapubi au moment où tu sortais de la scène. Papa adorable, admirable, unique ! Merci au Seigneur pour ta vie, pour tes 82 ans. Qu'il veuille te prendre maintenant dans sa Félicité. Le pénible et douloureux moment pour moi de te dire au revoir. Merci papa !

Ta fille, Jeanine FANKAM

Master II OAPI

Un vecteur clé de développement

Les enseignements dispensés répondent aux standards universitaires internationaux

Au commencement, une conviction : « S'il est unanimement admis aujourd'hui que la propriété intellectuelle est un facteur de développement, il exige qu'elle soit connue et maîtrisée par tous les acteurs : le personnel de l'OAPI, les inventeurs, les chercheurs de l'enseignement supérieur, les opérateurs économiques, les hommes de loi, les décideurs politiques, etc. Car, l'économie moderne repose principalement sur le savoir ». Telle est la motivation qui a amené les dirigeants de l'OAPI à insuffler une dynamique à l'activité de formation. Cette formation a gagné en crédibilité et en pertinence par le contenu et la diversification de l'offre.

La mission d'assurer la formation en propriété intellectuelle est assignée par l'Accord de Bangui révisé en février 99. Dès 2004 est créé le Centre de formation en propriété intellectuelle Denis Ekani. Il a une vocation régionale et est restructuré, puis transformé en Académie. La configuration du Centre ne répondait plus aux exigences internationales et au besoin du marché. Il est alors érigé en Académie avec l'intégration des volets de la recherche et de la publication comme le veulent les standards internationaux.

Dans cette perspective de formation de haut niveau et d'excellence, l'OAPI, en partenariat avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle et l'Université de Yaoundé II, met en place en 2010, le programme de Master II en droit de la PI. Les auditeurs de ce programme sont majoritairement issus des Etats membres de l'Organisation. Le programme s'articule autour des cours à distance, des cours magistraux et des travaux dirigés. Il accueille des apprenants aux profils variés. Chaque année, des dizaines de compétences bien formées en PI sont livrées aux pays membres pour répondre aux besoins des administrations, des entreprises publiques et privées.

Doit-on le souligner, c'est en 2008 que l'OAPI a franchi un pas important dans le renforcement des capacités. La cible en formation en propriété intellectuelle était alors particulière : les journalistes. Il s'agissait d'engager les



Une cérémonie avec les étudiants en Master II.

hommes de média dans la politique de vulgarisation de la PI. Si la première session a eu lieu à Yaoundé, la seconde s'est déroulée à Libreville, puis la troièm vue de l'amélioration sième à Brazzaville. L'Académie en Propriété Intellectuelle Denis Ekani (APIDE) dispose des locaux et

équipements à la dimension des ambitions de l'Organisation. Il s'enrichira bientôt d'un nouveau cursus. Elle s'enrichira bientôt d'un nouveau cursus. En effet, dans le cadre de la propriété littéraire, l'OAPI est actuellement engagée à former les personnels des organismes de gestion col-

lective (OGC). Un groupe de travail est à l'œuvre avec pour cahier de charge, l'élaboration d'une maquette pédagogique en vue d'une formation diplômante destinée à renforcer les capacités des personnels des organismes chargés de gestion collective des droits d'auteur. Le groupe de travail en question est un panel d'experts rompus dans le domaine dont la présence du Pr. André Lucas de l'Université de Nantes témoigne du sérieux du groupe. La maquette pédagogique attendue sera validée par le CAMES (Le Conseil africain et Malgache de l'Enseignement supérieur). Ce nouveau cursus augure un nouvel horizon pour les formations offertes par l'OAPI. Celui-là sera le tout premier du genre en Afrique francophone.

Jeanine FANKAM

Interview

« Une offre de formation pour couvrir les besoins en Afrique »

Denis Loukou Bohoussou, directeur général de l'OAPI.

Les réformes en vue de l'amélioration du Master II en PI de l'OAPI ont été envisagées, comment voyez-vous cette restructuration ?

Nous en sommes à la huitième promotion du Master II de l'OAPI. Entre la première édition et la huitième, la législation qui régit les enseignements de troisième cycle a évolué au Cameroun et par rapport aux normes CAMES. Il est donc question pour nous d'ajuster les formations avec les exigences de la législation nationale auxquelles nous sommes soumis. Nous sommes en train de nous atteler à faire en sorte que notre Master II rentre dans le cadre global des offres de formations de l'université de Yaoundé II qui encadre nos enseignements conformément aux critères CAMES. Un Master II, c'est avant tout un diplôme du 3e cycle. Et Un Master II en propriété intellectuelle est d'autant plus important en Afrique que nos pays ont besoin de personnels spécialisés dans les entreprises et les administrations. Et donc nous allons continuer de développer une offre de formation pour couvrir ces besoins.

Avez-vous des informations sur l'impact de la formation offerte jusqu'ici dans les pays membres ?

Nous avons commandé une étude en vue d'élaborer un compendium de tous ceux qui ont été formés en Master II en propriété intellectuelle. Il est question de savoir ce qu'ils sont devenus, avoir un aperçu sur comment le Master II a impacté leur vie professionnelle. Les informations dont nous disposons en ce moment



Denis Loukou Bohoussou : « Nous envisageons d'autres partenariats en termes de formation »

sur eux ne sont pas complètes. La plupart des apprenants sont en activité professionnelle et certainement, ils utilisent les compétences reçues dans le cadre du Master II en Propriété intellectuelle.

Par rapport à vos partenaires internationaux, le Japon et l'OMPI sont toujours là dans le cadre du Master II de l'OAPI. Que vous apportent-ils ?

Le Japon est un partenaire financier. Ce pays offre des bourses aux étudiants dans le cadre de cette formation. L'OMPI est un partenaire technique avec lequel nous développons le contenu de la formation. Ce Master II est hébergé à l'université de Yaoundé II. Nous envisageons d'autres partenariats en

termes de formation. Nous avons des projets avec la Chine pour le renforcement de capacité des ressortissants des pays membres de l'OAPI. Un Camerounais est actuellement en Chine dans le cadre de cette formation. **Cela fait légèrement plus d'un an que vous êtes à la tête de l'OAPI, peut-on déjà faire un petit bilan de votre action comme DG ?**

En un an, on ne peut pas encore faire un véritable bilan. Nous posons encore nos marques pour mieux assumer les responsabilités qui nous sont assignées. Nous souhaitons faire de cette organisation une référence en Afrique et dans le concert des organisations internationales. L'OAPI a les moyens de sa politique.

Propos recueilli par Jeanine FANKAM



VOTRE PARTENAIRE

POUR LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT

EN AFRIQUE

Nous sommes la **porte d'entrée** sur un marché
de **185 millions** de consommateurs
Répartis sur un vaste territoire de **7.880.251 Km²**

1 seule demande
de protection
seul paiement
de taxe

Et la **protection** de votre **création** est garantie
sur l'ensemble de nos **17 pays**.

Siège : **YAOUNDE - Cameroun**

www.oapi.int

Une terre de belles opportunités d'affaires.



Cinq raisons de choisir *Finexs-Voyages*

Des prix en dessous de la tarification officielle

3 000 F, bus classique
6 000 F, bus VIP

Une Qualité de service imbattable

Ponctualité
Courtoisie
Salubrité sont nos valeurs

Le matériel roulant toujours en bon état

Après cinq ans, le bus est
systématiquement mis de
côté.

Finexs-voyages

dispose d'un système de géo-
localisation qui permet à tout
moment de localiser le bus
dans le voyage et de vérifier
sa vitesse.

Voyager en toute sécurité est
sa raison d'être

Les chauffeurs sont toujours
bien préparés pour chaque
voyage

**L'objectif "zéro accident" est
notre leitmotiv**

Avec



**voyager
est une
détente!**



C'est toujours un plaisir pour nous de vous
accompagner jusqu'à destination sur la
nationale N°3 pour vos réservations, faites
les : **699 998 636 / 696 943 131**

à partir de Yaoundé

691 819 290 / 691 817 924

à partir de Douala

ou télécharger notre application de
réservation à partir de ce lien :

<https://play.google.com/store/apps/details?>

...

